

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES
PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française 1 an		6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
ETRANGER		
Ordinaire	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
PRIX	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs	
	Par porteur ou par poste :	
DU	Togo, France et autres Pays d'expression française 90 frs	
NUMERO	Etranger Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 frs
minimum	250 frs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION:
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ORDONNANCES

1973	
12 fév. — Ordonnance n° 3 portant modification de l'ordonnance n° 54 du 29 décembre 1971 portant loi de finances pour 1972	153
26 fév. — Ordonnance n° 4 fixant le nouveau statut de la caisse nationale de crédit agricole	153
27 fév. — Ordonnance n° 5 déterminant les commissions à percevoir par les banques et l'administration des postes sur les remises de fonds sur l'extérieur effectuées par elles pour le compte de leur clientèle	155

DECRETS

1973	
26 fév. — Décret n° 73-50 portant approbation du compte administratif de la circonscription de Kandé, exercice 1971	158
26 fév. — Décret n° 73-51 créant une commission spéciale et réglementant les évacuations sanitaires à l'extérieur du territoire national	155

27 fév. — Décret n° 73-52 portant annulations et ouvertures de crédits au budget de la régie municipale des transports urbains de Lomé, exercice 1972	159
27 fév. — Décret n° 73-53 relatif au taux d'intérêt de crédit applicable aux droits et taxes acquittés par le moyen d'obligations cautionnées à quatre mois d'échéance	156
2 mars — Décret n° 73-54 fixant le taux des intérêts à servir aux déposants de la caisse d'épargne du Togo	156
2 mars — Décret n° 73-55 portant approbation du budget de la caisse d'épargne du Togo, exercice 1973	156
8 mars — Décret n° 73-56 portant régime d'occupation des logements administratifs	156
8 mars — Décret n° 73-57 portant concession d'une parcelle de terrain domanial à la mission protestante méthodiste « Salem » de Lomé	158
8 mars — Décret n° 73-58 portant autorisations spéciales de dépenses sur le budget autonome du centre hospitalier et universitaire de Lomé	159
12 mars — Décret n° 73-59 autorisant l'annulation et l'ouverture de crédits à l'intérieur du budget autonome du centre hospitalier et universitaire de Lomé, exercice 1972	159

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INTERIEUR

1973	
28 fév. — Arrêté n° 22-INT-STCS portant annulation et ouverture de crédits au budget de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1972	159
1 ^{er} mars — Arrêté n° 23-INT-APA portant création d'un centre d'état-civil et nomination d'un agent d'état-civil dans la circonscription administrative de Tabligbo	159

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCAUX

Décision portant passage automatique d'échelon. 159

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1973

22 fév. — Décision n° 174-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au centre régional de formation pour entretien routier (CERFER) à Lomé 160

28 fév. — Décision n° 186-MFE-F accordant une subvention au centre national de promotion industrielle à Lomé 160

28 fév. — Décision n° 198-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme au centre hospitalier et universitaire de Lomé 160

28 fév. — Décision n° 199-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à la société télécommunications radioélectriques et téléphoniques (TRT) à Paris 160

2 mars — Arrêté n° 106-MFE-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Apety Adoté Blaise 160

5 mars — Décision n° 204-MFE-F portant autorisation de paiement d'une somme à la société télécommunications radioélectriques et téléphoniques (TRT) à Paris 160

5 mars — Arrêté n° 107-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sossa Hessou 160

5 mars — Arrêté n° 110-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Yebli Djamongué 161

5 mars — Arrêté n° 111-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Nicoue Albert 161

5 mars — Arrêté n° 112-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sambiani Konkadja 161

5 mars — Arrêté n° 113-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Ayoub Assani. 162

5 mars — Arrêté n° 114-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Djogbessi Georges 162

5 mars — Arrêté n° 115-MFE-CR portant révision de la pension de retraite de M. Kuegah Ambroise. 162

5 mars — Arrêté n° 116-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Aziabé Andréas .. 162

5 mars — Arrêté n° 117-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Doé Dogbé 163

5 mars — Arrêté n° 118-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Ahoye Aquérébourou Léonard 163

5 mars — Arrêté n° 119-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Alezim Yao 163

5 mars — Arrêté n° 120-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Wakam Joseph 163

5 mars — Arrêté n° 122-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Abete Joseph 163

5 mars — Arrêté n° 123-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Sossou Kuassi Sylvain 164

5 mars — Arrêté n° 124-MFE portant abrogation de l'arrêté n° 62-MFE du 8 février 1973 portant virement et prorogation exceptionnelle de crédit 160

5 mars — Arrêté n° 125-MFE accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Attikpoe Augustin 164

5 mars — Arrêté n° 132-MFE-CR portant concession d'une pension militaire à M. Da Silveira Sylvestre 164

7 mars — Arrêté n° 133-MFE-CR accordant des allocations familiales à M. Clouh Paul 164

7 mars — Arrêté n° 134-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Bili Kalao .. 164

7 mars — Arrêté n° 135-MFE-CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kuevidjin Tikpon Pierre 165

7 mars — Arrêté n° 136-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kponton Lucien 165

7 mars — Arrêté n° 137-MFE-CR modifiant l'arrêté n° 265 VP-MFE-MF-CR du 11 juillet 1966 portant concession d'une pension aux ayants-cause de M. Doeui Tobias 165

7 mars — Arrêté n° 138-MFE-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Agou Yoma 166

8 mars — Décision n° 222-MFE-MEN accordant une subvention aux établissements d'enseignement privé confessionnel du second degré et du technique du Togo 166

Arrêté n° 23-MFEP-CR du 2 février 1972 portant concession d'une pension de retraite à M. Typamm Akakpo Paul (rectificatif) 166

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1973

6 mars — Arrêté n° 5-MEN portant organisation de l'ENS d'Atakpamé 167

Arrêté portant nomination 170

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1973

27 fév. — Arrêté n° 231-MFP portant promotion dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique 170

1^{er} mars — Arrêté n° 236-MFP portant promotion dans le corps du personnel de l'administration générale 170

Arrêté n° 178-MFP du 7 février 1973 portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement (rectificatif) 170

Arrêtés et décisions portant intégrations, admission dans divers corps de la fonction publique, titularisations, passages automatiques d'échelon, régularisation de situation administrative, engagement, changement de corps, classement, cessation de fonctions, suspension de fonctions, acceptation de démission, admission à la retraite et rectificatifs à de précédents arrêtés portant intégrations, titularisation, passage automatique d'échelon, détachement et admission à la retraite 170

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêtés portant octroi d'aide et de secours scolaires 179

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INTERIEUR

Arrêté n° 1-INT-MFE du 8 mai 1972 autorisant l'ouverture d'un casino (rectificatif) 179

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Arrêtés et décisions portant octroi d'allocations scolaires et approbation de rôles 179

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Avis d'appel d'offres (Aménagement de la bretelle routière entre Tchitchao — aéroport de Lama-Kara) 182

Avis de perte de titre foncier 183

Avis nécrologique 183

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS****ORDONNANCES**

ORDONNANCE N° 3 du 12 février 1973 portant modification de l'ordonnance n° 54 du 29 décembre 1971 portant loi de finances pour 1972.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du Gouvernement ;

Vu l'ordonnance n° 54 du 29 décembre 1971 portant loi de finances pour 1972 ;

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines et des transports ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Les crédits ouverts au budget annexe des chemins de fer, exercice 1972, sont modifiés conformément au tableau D — ci-joint.

Art. 2 — Conformément aux articles 1 et 2 ci-dessus, le budget annexe des chemins de fer, exercice 1972 est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de cinq cent vingt-et-un millions cinq cent soixante quinze mille francs (521.575.000 francs).

Art. 3 — La présente ordonnance sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Lomé, le 12 février 1973

Général E. Eyadéma

ETAT D**Budget annexe des chemins de fer du Togo****DEPENSES****DIVISIONS — CHAPITRES — ARTICLES — PARAGRAPHES APPLICABLES A L'EXERCICE 1972**

Division	Chapitre	Article	Paragraphe	LIBELLE	CREDITS		DIFFERENCE	
					Prévisions initiales	Prévisions modifiées	En plus	En moins
1	1	1	1	Personnel des cadres (Serv. généraux) ..	17.165.000	16.165.000	—	1.000.000
	1	1	2	Personnel permanent (Serv. généraux) ..	14.450.000	14.000.000	—	450.000
	1	1	2	Personnel des cadres (Serv. exploit.) ..	25.350.000	24.000.000	—	1.350.000
	1	1	2	Personnel permanent (Serv. exploit.) ..	52.435.000	51.500.000	—	935.000
	1	1	3	Personnel des cadres (Voie et bâts.) ..	32.915.000	31.800.000	—	1.115.000
	1	1	2	Personnel permanent (Voie et bâts.) ..	76.160.000	75.000.000	—	1.160.000
	1	1	4	Personnel des cadres (Serv. M.-traction)	37.890.000	36.800.000	—	1.090.000
	1	1	2	Personnel permanent (Service M.-traction)	54.635.000	53.600.000	—	1.035.000
	2	2	4	Salaire personnel journalier (Sce M.-trac.)	12.470.000	13.470.000	1.000.000	—
	2	2	6	Versement à la C.C.P.F.	14.088.000	18.000.000	3.912.000	—
	2	2	6	Versement à la C.A.T.	5.877.000	6.800.000	923.000	—
	2	2	6	Frais d'hospitalisation	3.200.000	3.900.000	700.000	—
	2	2	7	Dépenses d'exercice clos	600.000	900.000	300.000	—
	2	3	3	Matériel de pesage	300.000	376.500	76.500	—
2	3	4	1	Rechanges pour engins de traction	14.350.000	15.550.000	1.200.000	—
	4	4	4	Carburants et lubrifiants	41.980.000	38.653.500	—	3.326.500
4	7	1	2	Achat de pièces de rechange	—	2.000.000	2.000.000	—
	7	1	3	Intérêts et commission sur prêt Alld AL 603 pour achat de 25 wagons couverts	—	1.350.000	1.350.000	—
					403.865.000	403.865.000	11.461.500	11.461.500

ORDONNANCE N° 4 du 26 février 1973 fixant le nouveau statut de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de l'économie rurale ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 portant abrogation de la constitution ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 portant désignation du Président de la République ;

Vu l'ordonnance n° 16 du 14 avril 1967 portant dissolution du comité de réconciliation nationale et formation du Gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

ORDONNE :

Article premier — Il est créé une caisse nationale de crédit agricole, établissement public doté de la personnalité civile et de l'autonomie administrative et financière.

Son siège est à Lomé.

Art. 2 — La caisse nationale de crédit agricole a pour objet de faciliter toutes les opérations pouvant concourir au développement de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat rural et de la pêche ainsi que de faciliter la commercialisation des produits provenant de ces activités.

Art. 3 — La caisse nationale de crédit agricole est administrée par un conseil d'administration composé comme suit :

— Le ministre de l'économie rurale ou son représentant, président,

— Le ministre des finances et de l'économie ou son représentant,

— Le ministre du plan ou son représentant,

— Le directeur de l'office des produits agricoles du Togo,
 — Un représentant des sociétés régionales d'aménagement et de développement,
 — Le directeur de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest,
 — Le directeur général de la BTG
 — Un représentant des offices et sociétés autres que les SORAD relevant du ministère de l'économie rurale,
 — Cinq agriculteurs à raison d'un par région économique, désigné pour 3 ans renouvelables par l'assemblée générale de la SORAD.

Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si les 2/3 de ses membres au moins sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents et en cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Un commissaire du gouvernement nommé par décret sur proposition du ministre de l'économie rurale participe aux délibérations du conseil d'administration avec voix consultative et doit veiller à l'harmonisation de la politique du crédit agricole et de la politique du gouvernement en matière de développement rural.

Art. 4 — Au sein de la caisse, il est créé un comité des prêts constitué comme suit :

— Le président du conseil d'administration : Président.
 — Le directeur général de la caisse nationale de crédit agricole

Deux autres membres du conseil d'administration désignés par celui-ci.

Ce comité, se réunit aussi souvent qu'il est nécessaire et rend compte périodiquement de ses décisions et travaux au conseil d'administration.

Le commissaire du gouvernement assiste aux réunions du comité des prêts.

Art. 5 — La caisse nationale de crédit agricole est placée sous la responsabilité d'un directeur général nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre de l'économie rurale.

Le directeur général dispose de tous les pouvoirs nécessaires à l'administration de la caisse nationale de crédit agricole et à l'exécution des décisions du conseil d'administration et du comité des prêts. Il représente et engage valablement la caisse nationale de crédit agricole.

Toutefois, les dépenses d'investissements doivent être préalablement autorisées par le conseil d'administration.

Art. 6 — Le recrutement, la nomination, le licenciement et la mise à la retraite des agents de la caisse nationale de crédit agricole sont prononcés par le directeur général, après accord du ministre de l'économie rurale.

Art. 7 — Le directeur général est secondé par un adjoint nommé par arrêté du ministre de l'économie rurale.

Art. 8 — Un responsable du service financier et comptable est nommé par arrêté du ministre de l'économie rurale. Il est placé sous l'autorité du directeur général.

Il est chargé de la tenue de la comptabilité de l'établissement et doit suivre l'utilisation des prêts consentis par la caisse.

Art. 9 — Un commissaire aux comptes nommé par le ministre des finances et de l'économie est chargé de vérifier les comptes de la caisse nationale de crédit agricole, notamment le bilan, le compte d'exploitation et le compte des pertes et profits qui sont établis annuellement.

Il consigne ses observations dans un rapport qui est présenté au conseil d'administration.

Art. 10 — Les ressources propres de la caisse nationale de crédit agricole comprennent :

1°) Une dotation initiale constituée par :

a) une subvention de démarrage non remboursable de 100 millions de francs cfa versée par l'office des produits agricoles du Togo.

b) Le transfert à la caisse nationale de crédit agricole de l'actif net constitué par les biens meubles et immeubles de l'ancienne fédération des SPAR conformément aux dispositions de l'arrêté devant porter dévolution des biens de l'ancienne fédération.

2°) Une subvention constituée par une ristourne annuelle minimum de 25 millions de francs cfa à prélever sur les bénéfices de l'office des produits agricoles du Togo. Le versement de cette subvention doit intervenir au plus tard deux mois après la clôture de chaque exercice de l'office des produits agricoles du Togo.

3°) Une subvention non remboursable de l'Etat.

4°) Les réserves et provisions que la caisse nationale de crédit agricole constitue à la fin de chaque exercice.

5°) Les dons, legs et libéralités de toute nature et de toute origine.

Art. 11 — Les ressources d'emprunt de la caisse nationale de crédit agricole comprennent :

1° — Les capitaux qu'elle peut se procurer par l'escompte ou la mise en pension de son portefeuille.

2° — Les prêts que peuvent lui consentir tous organismes nationaux ou étrangers avec ou sans garantie du gouvernement.

3° — Les fonds qui lui sont confiés en dépôt par les organismes publics ou parapublics et les collectivités publiques, ou les avances qu'elle peut recevoir et utiliser dans les conditions fixées par son règlement intérieur.

Art. 12 — L'Etat accorde sa garantie aux dépôts visés à l'article ci-dessus et confiés à la caisse nationale de crédit agricole et aux prêts consentis par tous organismes qui l'exigeraient.

Art. 13 — Les opérations de la caisse nationale de crédit agricole sont effectuées et justifiées suivant les règles en usage dans les établissements financiers.

Art. 14 — Au moyen des ressources dont elle dispose, la caisse nationale de crédit agricole.

1°) — Consent des prêts :

— Aux sociétés régionales d'aménagement et de développement,

— Aux sociétés coopératives de production, de transformation et de commercialisation ainsi qu'à leurs unions,

— Aux groupements coopératifs ou précoopératifs dotés d'un encadrement technique suffisant.

— Aux personnes physiques offrant des garanties suffisantes pour l'exercice d'une activité agricole,

2°) — Apporte son concours à toute opération ou activité contribuant au développement rural.

Art. 15 — Le remboursement des prêts et avances accordés par la caisse nationale de crédit agricole est garanti par le patrimoine des emprunteurs conformément aux conditions fixées par le règlement financier de la caisse nationale de crédit agricole.

Il sera ouvert dans les écritures de la caisse, un compte intitulé « Fonds commun de garantie » alimenté par un rapport obligatoire de l'emprunteur, dont l'objet est de servir de garantie partielle aux opérations de la caisse.

L'importance dudit apport est fixée par le conseil d'administration.

Art. 16 — Il est fait obligation à tout emprunteur de constituer une provision destinée aux remboursements réguliers des emprunts contractés avant tout autre prélèvement sur les bénéfices.

Art. 17 — La caisse nationale de crédit agricole pourra ouvrir des agences à l'intérieur du Togo et particulièrement au chef-lieu des régions économiques.

Art. 18 — Les prêts agricoles consentis antérieurement par le crédit du Togo et en cours à la date de création de la caisse nationale de crédit agricole ne seront pas pris en charge par celle-ci mais continueront à figurer dans la comptabilité de la banque togolaise de développement, ou du crédit du Togo qui continue à en assurer le recouvrement.

Art. 19 — La caisse nationale de crédit agricole est exemptée de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Art. 20 — L'ordonnance n° 25 du 14 juin 1967 est abrogée.

Art. 21 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 26 février 1973

Général E. Eyadéma

ORDONNANCE N° 5 du 27 février 1973 déterminant les commissions à percevoir par les banques et l'administration des postes sur les remises de fonds sur l'extérieur effectuées par elles pour le compte de leur clientèle.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 2 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu la décision du conseil de l'union monétaire ouest africaine du 1^{er} décembre 1972 ;
Sur proposition conjointe du ministre des finances et de l'économie et du secrétaire d'Etat chargé des postes et télécommunications,

ORDONNE :

Article premier — Les banques et l'administration des postes sont tenues de percevoir sur toute remise de fonds à l'extérieur exécutée pour leur clientèle, quelles que soient les modalités d'exécution de cette remise, une commission de montant au moins égal à celui fixé par décision du conseil de l'union monétaire ouest africaine.

Art. 2 — Les commissions ainsi perçues par les banques donnent lieu à reversement par elles, dans une proportion fixée par le conseil de l'union monétaire, au profit du trésor public. Le recouvrement de ce reversement sera assuré par la banque centrale selon les modalités déterminées, avec son avis par le ministre des finances.

Art. 3 — Les dispositions des articles 1 et 2 ci-dessus seront mises en vigueur à compter d'une date qui sera fixée par arrêté du ministre des finances.

Art. 4 — La présente ordonnance sera publiée au *Journal officiel* de la République togolaise et exécutée comme loi de l'Etat.

Lomé, le 27 février 1973

Général E. Eyadéma

DECRETS

DECRET N° 73-51 du 26 février 1973 créant une commission spéciale et réglementant les évacuations sanitaires à l'extérieur du territoire national.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu le décret n° 61-14 du 11 février 1961 ;
Sur le rapport du ministre de la santé publique ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est créé auprès du ministère de la santé publique une commission spéciale chargée de statuer sur les évacuations sanitaires hors du territoire national de la République togolaise.

Art. 2 — Cette commission est composée :

- du directeur de la santé publique ou de son représentant, président ;
- du représentant du ministère des finances, vice-président ;
- du directeur du centre hospitalier universitaire de Lomé, rapporteur ;
- du représentant du ministère des affaires étrangères ;
- du médecin, président de la commission médicale consultative du CHU ou de son représentant ;
- d'un médecin spécialiste de la maladie concernée ;
- d'un professeur agrégé de médecine générale.

Art. 3 — La procédure à suivre est la suivante :

Le médecin-traitant saisit sous sceau d'urgence le président de la commission spéciale d'évacuation sanitaire sous couvert du directeur du CHU d'un rapport médical précisant les points ci-après :

- 1 — L'historique de la maladie ;
- 2 — Le résultat du bilan complet sur l'état du malade ;
- 3 — Le diagnostic aussi précis que possible ;
- 4 — Les soins qui ont été prodigués au malade ;
- 5 — Les éléments qui déterminent l'impossibilité de traiter le malade sur place ;

6 — Les possibilités de guérison ou d'amélioration après le traitement préconisé hors du territoire national ;

7 — La durée probable du traitement.

Le rapport médical doit en outre mentionner le centre et spécifier le service où sera traité le malade.

Il doit enfin préciser dans quelle condition doit voyager le malade : assis ou couché, accompagné ou non.

Ce rapport médical sera appuyé d'une note du directeur du C.H.U. sur le statut du malade.

Art. 4 — Le président convoque la commission spéciale d'évacuation sanitaire qui se réunit immédiatement et statue sur le cas de l'intéressé.

Elle délibère valablement quand le quorum de quatre membres, dont deux médecins et un représentant du ministère des finances est atteint.

La décision prise est communiquée au ministre de la santé publiques qui prend toutes les dispositions nécessaires pour l'évacuation rapide.

Art. 5 — Nulle formation sanitaire publique de l'intérieur n'est habilitée à évacuer directement un malade hors du territoire national. Chaque cas doit être aussitôt que possible transféré sur le CHU.

Art. 6 — Les frais de passage aller et retour sont à la charge de l'Etat.

Le règlement des frais médicaux (hospitalisation, actes médicaux et produits pharmaceutiques) incombe à l'Etat, à charge pour ce dernier de récupérer sur le bénéficiaire le tiers de ces frais.

Art. 7 — Le ministre de la santé publique, le ministre des finances et de l'économie, le ministre des affaires étrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 26 février 1973

Général E. Eyadéma

DECRET N° 73-53 du 27 février 1973 relatif au taux d'intérêt de crédit applicable aux droits et taxes acquittés par le moyen d'obligations cautionnées à quatre mois d'échéance.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE.

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 66-22 du 23 décembre 1966 portant code des douanes, et notamment son article 92 ;
Vu l'arrêté du 25 août 1930 fixant le taux des intérêts de retard des traites cautionnées ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le taux de l'intérêt de crédit applicable aux droits et taxes acquittés par le moyen d'obligations selon les modalités fixées par l'article 92 du code des douanes est égal au taux de base des intérêts débiteurs fixé pour les conditions générales de banque, majoré de trois points.

Art. 2 — En cas de non paiement à l'échéance, le montant total de l'obligation (capital et intérêt) devient productif d'un intérêt égal au taux de base des intérêts débiteurs fixés pour les conditions générales de banque, majoré de 5,5 points, exigible de la date de l'échéance au jour de l'acquittement inclus.

Art. 3 — La remise spéciale prévue à l'article 92 du code des douanes reste fixée à 1/3 pour cent du montant des droits souscrits.

Art. 4 — Sont abrogées toutes dispositions contraires et notamment l'article premier de l'arrêté susvisé du 25 août 1930.

Art. 5 — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 27 février 1973

Gal. Etienne Eyadéma

DECRET N° 73-54 du 2 mars 1973 fixant le taux des intérêts à servir aux déposants de la caisse d'épargne du Togo.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 60-22 du 20 juin 1960 portant création de la caisse d'épargne du Togo ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le taux des intérêts à servir aux déposants pour l'exercice 1973 reste fixé à 3,50%.

Art. 2 — Le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 mars 1973

Général Etienne Eyadéma

DECRET N° 73-55 du 2 mars 1973 portant approbation du budget de la caisse d'épargne du Togo, exercice 1973.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu la loi n° 60-22 du 20 juin 1960 portant création de la caisse d'épargne du Togo ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Le budget de la caisse d'épargne du Togo, exercice 1973, est approuvé et arrêté en recettes et en dépenses à la somme de (62.751.522) soixante deux millions sept cent cinquante un mille cinq cent vingt deux francs.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 mars 1973

Général Etienne Eyadéma

DECRET N° 73-56 du 8 mars 1973 portant régime d'occupation des logements administratifs.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968 portant statut général des fonctionnaires de la République togolaise ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE PREMIER

Logement des fonctionnaires nationaux

CHAPITRE PREMIER

Généralités

Article premier — Dans la limite des moyens disponibles, l'Etat pourra fournir le logement aux fonctionnaires et agents de l'administration.

Art. 2 — L'octroi d'un logement administratif fait l'objet d'un acte de concession du ministre des finances, et dans la limite de délégation consentie par ce dernier, du chef de circonscription.

Art. 3 — A l'exception des cas prévus à l'article 4 ci-dessous, cette prestation est consentie moyennant une redevance.

CHAPITRE II

Conditions d'attribution

Art. 4 — *Logement fourni à titre gratuit.*

Le logement à titre gratuit est accordé :

- 1°) — à certaines hautes personnalités :
 - Président de la République
 - Président du conseil, chef du Gouvernement
 - Président de l'assemblée nationale
 - Président de la cour suprême
 - Ministres
 - Chef d'Etat-Major des FAT et son Adjoint
 - Secrétaire général de la présidence de la République
 - Secrétaire général du gouvernement.
- 2° — aux titulaires des emplois d'autorité :
 - Chef de circonscription
 - Adjoint au chef de circonscription
 - Chef de poste administratif
 - Directeur de la sûreté
 - Directeur adjoint de la sûreté
- 3° — aux occupants de certains logements situés dans l'enceinte des établissements :
 - a) — Formations militaires et para-militaires, quel que soit le grade de ceux qui en sont titulaires, lorsqu'ils sont logés à l'intérieur du casernement, du camp ou des postes de surveillance ou de garde.

b) — Services administratifs des hôpitaux, des ambulances, des circonscriptions médicales ou subdivisions sanitaires limitativement visés ci-après :

- Directeur du CHU
- Directeur des hôpitaux régionaux
- Econome
- Médecin-chef de circonscription médicale
- Médecin résident
- Religieuse

c) — Services administratifs des établissements scolaires, lorsque les agents limitativement visés ci-après, sont astreints à résider dans l'établissement :

- Recteur de l'université du Bénin
- Proviseur
- Censeur
- Econome
- Intendant
- Surveillant général
- Principal
- Directeurs des écoles normales, des collèges techniques et des cours complémentaires.

d) — Services pénitentiaires, lorsque les agents sont astreints à résider dans l'établissement de détention.

e) — Responsables des dispensaires } lorsqu'ils sont astreints à
 — Commissaires de police } résider dans l'enceinte de
 — Receveurs des P.T.T. } leur établissement et que
 — Chefs de gare } le logement de fonction
 existe.

Art. 5 — *Logement fourni à titre onéreux.*

Les logements administratifs sont attribués en priorité aux titulaires de postes ou emplois comportant certaines obligations à savoir :

- Les secrétaires généraux des ministères
- Les directeurs de cabinet
- Les chefs et attachés de cabinet

Les fonctionnaires et agents de l'Etat occupant un logement administratif de fonctions.

Art. 6 — Il sera attribué à tous ceux qui entrent pour la première (1^{re}) fois dans la fonction publique à l'issue de leurs études supérieures, une indemnité mensuelle de logement pendant 24 mois et dont le montant est fixé à 8.000 (huit mille) francs.

Au cas où les agents visés à l'alinéa ci-dessus viendraient à être affectés pour servir en dehors de Lomé, la durée du bénéfice de l'indemnité de logement est portée à 4 ans y compris le temps de service à Lomé.

Art. 7 — *Durée de l'occupation des logements.*

Les logements administratifs disponibles attribués aux agents et fonctionnaires nationaux ne peuvent être occupés au-delà d'une durée supérieure à 24 mois.

Cette limitation ne s'applique pas aux logements fournis à titre gratuit, ni aux logements prévus à l'article 5, qui sont attribués pendant toute la durée des fonctions des bénéficiaires.

CHAPITRE III

Du logement

Art. 8 — Conformément aux conditions d'attribution des logements au titre des articles 4 et 5 ci-dessus, les critères à retenir pour le classement des logements attribuables sont les suivants :

— *logements de haut standing* : — lorsque, en plus du parquet réalisé en marbre, en granite ou en carreaux, ils sont pourvus de dispositifs permettant de recevoir des appareils de climatisation ou sont munis d'appareils de ventilation, de cuisine et d'installations sanitaires incorporées.

— *logements confortables* : — lorsqu'ils sont munis d'appareils de ventilation, de cuisine et d'installations sanitaires incorporées.

— *logements normaux* : — lorsqu'ils sont munis d'appareils de ventilation mais ne comportent ni cuisine, ni installations sanitaires incorporées (cuisine et sanitaires séparés).

— *logements sommaires* : — lorsqu'ils sont munis de cuisine et d'installations sanitaires collectives.

Art. 9 — Dans tous les cas et pour spécifier la consistance des différents types d'appartements attribuables, la classification catégorielle suivante sera retenue :

Catégorie	Nombre de pièces habitables	Définition des pièces
A	6	salon-salle à manger — 4 chambres à coucher
B	5	salon-salle à manger — 3 chambres à coucher
C	4	salon-salle à manger — 2 chambres à coucher
D	3	salle de séjour — 2 chambres à coucher
E	2	salle de séjour — 1 chambre à coucher
F	1	1 chambre à coucher

Art. 10 — Les frais d'éclairage, de ventilation ou de climatisation, d'alimentation en eau, les taxes de voirie et d'enlèvement d'ordures ménagères ainsi que toutes dépenses relatives aux dégâts causés par le fait de l'occupant sont intégralement à la charge du bénéficiaire du logement attribué. Il en sera de même des frais de vidange des puisards et fosses septiques installés dans la concession.

Art. 11 — A l'exception des bénéficiaires de logements visés à l'article 4 et du personnel de l'assistance technique, l'ameublement ne sera plus fourni aux autres catégories des agents de l'Etat bénéficiant de logements à titre onéreux.

Art. 12 — Outre l'ameublement normal, les ministres et les chefs de circonscription peuvent bénéficier des objets mobiliers ci-après : Glaces, argenteries et linge de table, vaisselle, draps de lits, couvertures, garnitures d'oreillers, ustensiles de cuisine, récepteurs radiophoniques, outillage de jardin.

Art. 13 — *Inventaire.*

Tout occupant d'un logement administratif meublé est tenu de signer une fiche d'inventaire des meubles et objets dont il prend possession.

Art. 14 — *Déplacement du mobilier.*

Les installations fixées à demeure, telles que : Ventilateur, climatiseur, ainsi que les cuisinières, réchauds à gaz, réfrigérateurs ne peuvent être déplacés sans autorisation de l'autorité compétente pour accorder la concession ou sans l'avis d'une commission de réforme.

Art. 15 — La redevance est recouvrée mensuellement par voie de retenue sur le salaire, la solde ou le traitement. La retenue est opérée conformément au taux défini au tableau ci-après :

Catégorie	LOGEMENT			
	Haut Simples	Confor- table	Normal	Sommaire
A — (6 pièces)	40.000			
B — (5 pièces)	30.000	20.000	14.000	
C — (4 pièces)	20.000	15.000	12.000	
D — (3 pièces)	15.000	12.000	9.000	6.000
E — (2 pièces)			5.000	3.000
F — (1 pièce)			2.000	

Art. 16 — Le taux d'hébergement à l'hôtel des députés est fixé comme suit :

- a) — Chambre climatisée : 1.000 francs par nuit.
- b) — Chambre non-climatisée 600 francs par nuit.

La redevance est recouvrée :

— soit par paiement au comptant contre quittance délivrée par le gestionnaire de l'hôtel ;
— soit par émission d'un ordre de recettes à l'encontre de l'occupant.

Art. 17 — En ce qui concerne les agents visés à l'article 5 et le personnel de l'assistance technique, la fourniture d'un ameublement dont la consistance sera définie par arrêté du ministre des finances, donne lieu à la perception mensuelle d'une retenue d'ameublement dont le montant fixé à 30% de celui de la retenue pour le logement.

TITRE II

Logement et ameublement des agents de coopération et de l'assistance technique.

Art. 18 — Il est attribué un logement aux agents expatriés servant au Togo au titre de la Coopération Internationale conformément aux accords de coopération les concernant.

La redevance est recouvrée mensuellement par émission d'un ordre de recette à l'encontre de l'occupant.

Art. 19 — Les logements de haut standing, confortables et normaux tels que définis aux articles 8 et 9 du présent décret seront attribués par priorité et dans la limite des disponibilités aux personnels expatriés des programmes de coopération et d'assistance étrangère, et aux fonctionnaires nationaux titulaires de postes comportant certaines obligations comme prévu à l'article 5 du présent décret.

Art. 20 — Sont abrogées toutes dispositions réglementaires prises antérieurement et notamment le décret n° 70-155 du 8 septembre 1970.

Art. 21 — Le présent décret, qui entre en vigueur pour compter de la date de sa signature, sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 8 mars 1973
Général Etienne Eyadéma

DECRET N° 73-57 du 8 mars 1973 portant concession d'une parcelle de terrain domanial à la mission protestante méthodiste « Salem » de Lomé.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie ;
Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo, ensemble l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application dudit décret modifié notamment par l'arrêté n° 101 du 16 février 1942 ;
Vu la demande en date du 24 mars 1970 de la mission protestante méthodiste de Lomé ;
Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Il est concédé à la mission protestante méthodiste «SALEM» de Lomé, une parcelle de terrain domanial à distraire du titre foncier n° 511 de Lomé, d'une contenance de onze ares trente centiares quatre vingts (11 a 30 ca, 80, sise à Lomé-Ahanoukopé, limitée au nord par la rue du pasteur Aku, au sud par le boulevard circulaire et le titre foncier n° 3359/TT, à l'est par le même titre foncier 3359 et le titre foncier 1147-TT et à l'ouest par le titre foncier 7508 de la République togolaise.

Art. 2 — Le terrain concédé servira à la construction d'un foyer récréatif pour jeunes gens et à l'agrandissement des locaux scolaires.

Art. 3 — En raison du caractère social du projet, la concession est faite moyennant le prix de cent mille (100.000) francs payable à la caisse du receveur des domaines.

Art. 4 — Sur présentation d'une ampliation du présent décret, un titre foncier sera créé au profit de la mission protestante méthodiste «SALEM» de Lomé.

Art. 5 — Le ministre des finances et de l'économie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 8 mars 1973

Cal. Etienne Eyadéma

Approbation de compte — Annulations et ouvertures de crédits

Décret n° 73-50 du 26-2-73 — Le compte administratif de la circonscription de Kandé, exercice 1971, est approuvé et arrêté comme suit :

En recettes à la somme de huit millions huit cent soixante quatre mille quatre cent trente cinq francs (8.864.435 francs) ;

En dépenses à la somme de huit millions deux cent vingt huit mille trois cent vingt huit francs (8.228.328), laissant apparaître un excédent de recettes de six cent trente six mille cent sept francs (636.107 francs) qui sera reporté en recettes au budget additionnel de l'exercice 1972.

Sont approuvées l'annulation et les ouvertures de crédits ci-après énumérés, destinées à régulariser les dépassements de crédits constatés à certains postes budgétaires à la clôture de l'exercice :

Annulation de crédit

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Art. 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules ... 38.975

Ouvertures de crédits

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Art. 2 — Entretien des rues, jardins, marchés etc ... 17.223

Art. 3 — Entretien et réparation des bâtiments 16.921

Chapitre VII — Services sociaux (personnel) —

Art. 5 — Personnel du service des affaires sociales ... 296

Chapitre VIII — Services sociaux (matériel) —

Art. 1 — Enseignement et sports 4.535

38.975

Les crédits inemployés à la clôture de l'exercice 1971 s'élevant au total à un million quatre cent cinquante mille six cent soixante sept francs (1.450.667 francs) sont annulés.

Décret n° 73-52 du 27-2-73 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget de la régie municipale des transports urbains de Lomé, exercice 1972 :

Chapitre III — Service d'administration de la régie des transports (matériel) —

Art. 7 — Entretien des biens de la R.M.T.U. 200.000

Chapitre VI — Dépenses d'équipement —

Art. 1 — Constructions nouvelles 1.690.000

1.890.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget de la régie municipale des transports urbains de Lomé, exercice 1972 :

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

Art. 3 — Entretien et fonctionnement des autobus et achat d'outillage 1.890.000

Autorisations spéciales de dépenses

Décret n° 73-58 du 8-3-73 — L'ordonnateur du budget autonome du centre hospitalier et universitaire de Lomé est autorisé pour le mois de mars 1973 :

1 — à engager au titre de l'exercice 1973, des dépenses dont le montant calculé sur le budget précédent ne doit pas dépasser le douzième de ce dernier ;

2 — à percevoir pendant ce même laps de temps, les taxes et revenus conformément aux lois existantes.

Le ministre des finances et le ministre de la santé publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Décret n° 73-59 du 12-3-73 — Est autorisée l'annulation de crédits de francs 24.557.437 au budget autonome du centre hospitalier et universitaire de Lomé, exercice 1972, sur les chapitres et articles suivants :

Chap. A-Art. 1 — Traitements et salaires 18.000.000

Chap. B-Art. 2 — Alimentation et boisson 3.000.000

Chap. C-Art. 7 — Lingerie et habillement 1.557.437

Chap. D-Art. 21 — Entretien matériel chirurgie et radio 2.000.000.

Est autorisée l'ouverture au budget précité, d'un crédit de francs 24.557.437 à répartir dans les conditions suivantes :

Chap. C-Art. 5 — Frais de bureau et P.T.T. 2.390.646

Chap. C-Art. 6 — Approvisionnement divers, eau et électricité 6.412.481

Chap. D -Art. 19 — Médicaments et pansements 15.754.310.

Le ministre de la santé publique et le ministre des finances et de l'économie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INTERIEUR

ARRETE N° 23-INT-APA du 1^{er} mars 1973 portant création d'un centre d'état-civil et nomination d'un agent d'état-civil dans la circonscription administrative de Tabligbo.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu le décret n° 67-114 du 18 mai 1967 portant attributions du ministre de l'intérieur et réorganisation du ministère de l'intérieur ;

Vu le décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 portant réorganisation de l'état-civil au Togo ;

Vu l'arrêté n° 384-54-APA du 21 avril 1954 sur l'état-civil et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 90-INT du 8 décembre 1962 réorganisant les centres d'état-civil ;

Vu l'arrêté n° 49-INT-MFEP du 5 juillet 1963 fixant le taux des indemnités allouées aux agents de l'état-civil ;

Sur proposition du chef de la circonscription administrative de Tabligbo,

ARRETE :

Article premier — Il est créé pour compter du 1^{er} mars 1973 à Tométikondji (circonscription administrative de Tabligbo) un centre d'état-civil.

Art. 2 — M. Edjin Norbert est nommé pour compter du 1^{er} mars 1973, agent d'état-civil au centre de Tométikondji nouvellement créé.

Art. 3 — L'intéressé percevra une indemnité payable conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et de l'arrêté n° 49/INT/MFEP du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, chapitre 14, article 6.

Art. 4 — Le chef de la circonscription administrative de Tabligbo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mars 1973

B. Lambony

Annulation et ouverture de crédits

Arrêté n° 22-INT-STCS du 28-2-73 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1972 :

Chapitre II — Service d'administration des marchés (personnel) —

Art. 3 — Salaire des collecteurs, gardiens, manœuvres et balayeuses 500.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1972 :

Chapitre VI — Dépenses diverses —

Art. 5. — Entretien et aménagement du grand marché 500.000

MINISTERE DE LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX

Passage automatique d'échelon

Décision n° 9-MJ du 28-2-73 — Est constaté pour compter du 21 janvier 1973, le passage automatique au 3^e échelon de son grade de M. Ayivon Kpétessou A. Blaise, magistrat du 3^e grade 2^e échelon réunissant à cette date une ancienneté de deux ans.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

ARRETE N° 124-MFE du 5 mars 1973 portant abrogation de l'arrêté n° 62-MFE du 8 février 1973 portant virement et prorogation exceptionnelle de crédit.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE,

Vu les ordonnances n°s 1 et 16 des 14/1 et 14/4/67 ;
Vu l'arrêté n° 49/F du 7/5/1921 promulguant au Togo le décret du 30-12-72 ;
Vu l'ordonnance n° 54 du 29/12/71 constituant loi de finances pour l'exercice 1972 ;
Vu les disponibilités budgétaires,

ARRETE :

Article premier — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 62-MFE du 8 février 1973 portant autorisation de prorogation exceptionnelle de crédit.

Art. 2 — Est autorisé le virement d'un crédit de deux millions deux cent quatorze mille (2.214.000) francs, du chapitre 14, article 5, paragraphe 3 au chapitre 15, article 4 du budget général, exercice 1972.

Art. 3 — Ce crédit destiné à faire face aux dépenses urgentes de matériel des gardiens de circonscription en formation militaire, sera régularisé au prochain collectif, exercice 1972.

Art. 4 — Sera prorogée jusqu'au 28 février 1973, la période pendant laquelle pourront se régler les dépenses afférentes audit crédit.

Art. 5 — Le directeur des finances, ordonnateur-délégué et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 mars 1973

J.B. TEVI

Autorisations de paiement

Décision n° 174-MFE-F du 22-2-73 — Est autorisé le paiement au profit du centre régional de formation pour entretien routier (CERFER), à son compte n° 70.276 UTB Lomé, de la somme de trois millions cinq cent mille (3.500.000) francs cfa représentant la contribution du Togo, année 1973 au fonctionnement dudit centre.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 41, article 4.

Décision n° 186-MFE-F du 28-2-73 — Une subvention de dix millions (10.000.000) de francs est accordée au centre national de promotion industrielle au titre de l'année 1973.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur du Togo en vue d'alimenter le compte courant n° 133 ouvert dans ses écritures en faveur de ce centre.

Tout engagement de dépense devra être soumis au visa du secrétaire d'Etat à la présidence chargé du commerce, de l'industrie et du plan.

Le retrait des fonds au trésor sera conditionné par la présentation des pièces justificatives des dépenses, imputables au budget général, exercice 1973, chapitre 42, article 10.

Décision n° 198-MFE-F du 28-2-73 — Est autorisé le paiement au profit du centre hospitalier et universitaire de Lomé, de la somme de trente cinq millions (35.000.000) de francs CFA représentant la subvention du budget général au budget autonome de ce centre pour l'exercice 1972.

Cette somme sera mandatée et virée au compte n° 118-02 ouvert au trésor au nom dudit centre.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 39, article 2.

Décision n° 199-MFE-F du 28-2-73 — Est autorisé le paiement par virement en faveur de la société télécommunications radioélectriques et téléphoniques (T.R.T.), à son compte n° 04-08-79 R ouvert à la banque française du commerce extérieur, 21 boulevard Haussmann Paris 9^e, de la somme de vingt millions quatre cent quarante trois mille cent quatre vingt cinq (20.443.185) francs CFA, au titre des traites échues aux 30 juin et 31 décembre 1972 selon lettre de garantie n° 1.526-MFE du 29 novembre 1971 relative à la fourniture, l'installation et la mise en service des équipements de télécommunications modernes « Faisceaux Hertiens » sur le tronçon Lomé-Sokodé-Lama-Kara.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 1, article 9.

Décision n° 204-MFE-F du 5-3-73 — Est autorisé le paiement par virement en faveur de la société télécommunications radioélectriques et téléphoniques (T.R.T.), à son compte n° 04-08-79 R ouvert à la banque française du commerce extérieur, 21, boulevard Haussmann Paris 9^e, de la somme de quinze millions quatre cent quatre vingt sept mille deux cent dix neuf (15.487.219) francs cfa au titre des traites échues au 30 juin 1972 selon lettre de garantie n° 1.526-MFE du 29 novembre 1971 relative à la fourniture, l'installation et la mise en service des équipements de télécommunications modernes « Faisceaux Hertiens » sur le tronçon Lomé-Sokodé-Lama-Kara.

Cette somme sera mandatée au nom du trésorier-payeur en couverture du règlement effectué par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Lomé.

La dépense sera imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 1, article 9.

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 106-MFE-CR du 2-3-73 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Apety Adoté Blaise, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon en retraite est porté de 15 % à 25 % de sa pension principale deux cent quarante huit mille deux cent huit (248.208) francs pour compter du 1^{er} janvier 1973 au titre de ses enfants (du 5^e au 6^e rang) ci-après désignés :

Godwin, né le 21 mars 1954

Eva, née le 22 octobre 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante deux mille cinquante deux (62.052) francs pour compter du 1^{er} janvier 1973.

Arrêté n° 107-MFE-CR du 5-3-73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 64 %) au montant annuel de cent cinquante huit mille cent trente deux (158.132) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sossa Hessou, brigadier-chef 1^{er} échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 550) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

M. Sossa Hessou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après :

Denagan, né en 1953
Martine, née le 27 juin 1957
Pierre, né le 23 juin 1961
Paul, né le 23 avril 1963
Simon, né le 20 août 1965
Pauline, née le 29 juin 1966.

Arrêté n° 110-MFE-CR du 5-3-73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Yebli Mobille (née Namb), épouse de M. Yebli Djamongué, surveillant principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des travaux publics du Togo (indice 1.050, pourcentage 70 %) décédé le 16 mars 1972, une pension de veuve au taux annuel de cent soixante cinq mille quatre vingt seize (165.096) francs pour compter du 1^{er} avril 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente trois mille vingt (33.020) francs l'an pour compter du 1^{er} avril 1972 à chacun des orphelins mineurs du de cujus dénommés ci-après :

Nouguéné, née le 27 janvier 1952
Djabille, né le 11 avril 1952
Sibiti, né le 19 juin 1954
Lamoussa, né le 9 septembre 1954
Arzouma, née le 1^{er} octobre 1954
Dambe, née le 7 mai 1955
Tani, née le 4 février 1957
Yempapou, né en 1957
Laya, née le 27 juin 1958
Faïmokibe, né le 2 octobre 1958
Lamgbattibe, né le 19 mai 1959
Lamoume, né le 8 septembre 1959
Gouaribe, née le 4 octobre 1960
Moyème, née le 30 novembre 1961
Tchayalli, née le 2 juillet 1962
Toussaint, né le 1^{er} novembre 1963
Sabani, né le 3 janvier 1964
Larba, née le 9 septembre 1964
Salifou, né le 28 décembre 1966
Absétou, née le 14 juin 1967.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins sus-dénommés seront versés entre les mains de M. Yebli D. Kouakouma Stanislas, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 111-MFE-CR du 5-3-73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 69%) au montant annuel de six cent cinquante mille neuf cent quarante huit (650.948) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nicoué Albert, inspecteur principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des douanes du Togo (indice 2.100) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Nicoué Albert pour compter du 1^{er} janvier 1973, une majoration pour famille nombreuse au taux de 15% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 4^e rang) ci-après désignés :

Epiphania, née le 6 janvier 1941
Elsa, née le 11 août 1944
Jérémy, né le 27 juin 1949

Godsen, né le 12 octobre 1951.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt dix sept mille six cent quarante quatre (97.644) francs pour compter du 1^{er} janvier 1973.

M. Nicoué Albert pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 5^e au 9^e rang) ci-après désignés :

Elisabeth, née le 19 septembre 1955
Vicentia, née le 5 décembre 1955
Emma, née le 5 septembre 1956
Evelyn, née le 26 juin 1959
James, né le 9 février 1962.

Arrêté n° 112-MFE-CR du 5-3-73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 68%) au montant annuel de trois cent vingt mille sept cent soixante (320.760) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sambiani Konkadja, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle du corps du personnel de l'administration générale du Togo (indice 1050) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sambiani Konkadja pour compter du 1^{er} janvier 1973 une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Adjoua, née le 1^{er} juin 1942
Gague, né le 1^{er} mars 1945
Dobary, né le 22 juillet 1946
Ardjouma, née le 18 août 1950
Larpaka, née le 20 janvier 1951
Dounwak, née le 23 mars 1952.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quatre vingt mille cent quatre vingt douze (80.192) francs pour compter du 1^{er} janvier 1973.

M. Sambiani Konkadja pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 30^e rang) ci-après désignés :

Flindjoa, né le 24 mars 1955
Céline, née le 22 septembre 1955
Raphaël, né le 24 octobre 1955
Théodore, né le 9 novembre 1955
Delphine, née le 20 octobre 1956
Germain, né le 29 mai 1957
Arsène, né le 30 octobre 1957
Marc, né le 29 avril 1958
Ignace, né le 1^{er} février 1959
Mathias, né le 24 février 1959
Alexandre, né le 18 mars 1959
Marlène, née le 24 mars 1959
Banchima, née le 4 octobre 1959
Mouré, née le 9 mai 1960
Josephine, née le 2 mai 1961
Dabouaré, née le 2 février 1962
Sophie, née le 23 mai 1963
Tiébène, né le 17 juillet 1963
Pauline, née le 5 mai 1964
Bamboate, née le 7 juin 1966
Dakonyème, née le 17 décembre 1966
Biyamé, né le 8 décembre 1967
Kandjime, né le 15 avril 1969
Labéyème, né le 3 octobre 1970.

Arrêté n° 113-MFE-CR du 5/3/73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 66%) au montant annuel de deux cent quatre vingt seize mille cinq cents (296.500) frs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayouba Assani, adjoint technique principal 3^e échelon du corps du personnel des eaux et forêts du Togo (indice 1.000) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Ayouba Assani pour compter du 1^{er} janvier 1973, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Moutiatou, née le 28 avril 1942
 Moussibaou, né le 18 janvier 1947
 Machioudi, né le 17 février 1948
 Falilou, né le 20 juillet 1950
 Ibatou, née le 7 mars 1951
 Kamarou, né le 22 août 1951.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante quatorze mille cent vingt huit (74.128) francs pour compter du 1^{er} janvier 1973.

M. Ayouba Assani pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Mounirou, né le 18 mai 1960.

Arrêté n° 114-MFE-CR du 5/3/73 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 43%) au montant annuel de cent cinquante quatre mille cinq cent quarante (154.540) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Djogbessi Georges, maréchal des-logis-chef 3^e échelon n° mle 109 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} novembre 1972.

M. Djogbessi Georges pourra prétendre, pour compter du 1^{er} novembre 1972 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 10^e rang) ci-après désignés :

Reine, née le 23 octobre 1960
 Rébécka, née le 7 mai 1963
 Hilda, née le 8 août 1963
 Thierry, né le 1^{er} novembre 1964
 Léopold, né le 10 octobre 1966
 Juliette, née le 24 mai 1968
 Amaury, né le 28 avril 1969
 Marius, né le 19 janvier 1971
 Rosine, née le 11 mars 1971
 Hugues, né le 26 mars 1972.

Arrêté n° 115-MFE-CR du 5/3/73 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kuegah Ambroise, ingénieur adjoint de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel de l'agriculture du Togo admis à la retraite est révisée et fixée au taux de 67% des émoluments de base correspondant à l'indice 1.350 pour compter du 1^{er} octobre 1972.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à quatre cent six mille trois cent quarante (406.340) francs pour compter du 1^{er} octobre 1972.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kuegah Ambroise pour compter du 1^{er} octobre 1972, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25%

de sa nouvelle pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Magloire, né le 29 juin 1942
 Suzanne, née le 22 février 1943
 Louise, née le 24 août 1944
 Agnès, née le 21 janvier 1945
 Nicole, née le 6 septembre 1945
 Rosemonde, née le 23 novembre 1945.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent un mille cinq cent quatre vingt huit (101.588) francs pour compter du 1^{er} octobre 1972.

M. Kuegah Ambroise pourra prétendre, pour compter du 1^{er} octobre 1972 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 23^e rang) ci-après désignés :

Colette, née le 21 janvier 1953
 Claire, née le 12 août 1955
 Yvonne, née le 21 mars 1956
 Augusta, née le 28 août 1956
 Valerie, née le 11 décembre 1956
 Charlemagne, né le 14 octobre 1958
 Ruffino, né le 17 décembre 1958
 Richard, né le 3 mars 1960
 Félix, né le 15 janvier 1961
 Félicité, née le 29 mai 1961
 Viviane, née le 8 septembre 1966
 Emmanuel, né le 25 mars 1968
 Nicolas, né le 6 décembre 1969.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 408/MFE/CR du 22 novembre 1972 seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

Arrêté n° 116-MFE-CR du 5-3-73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 62 %) au montant annuel de sept cent trente huit mille cent quatre (738.104) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aziablé Andréas, médecin-inspecteur 3^e échelon du corps du personnel de la Santé publique du Togo (indice 2.650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Aziablé Andréas pour compter du 1^{er} janvier 1973, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Angèle, née le 25 mai 1947
 Eloï, né le 1^{er} décembre 1948
 Guillemette, née le 10 janvier 1951
 Théophile, né le 3 septembre 1951
 Romain, né le 28 février 1953
 Jean, né le 26 novembre 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à cent quatre vingt quatre mille cinq cent vingt huit (184.528) francs pour compter du 1^{er} janvier 1973.

M. Aziablé Andréas pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Bernard, né le 29 novembre 1954
 Paulin, né le 10 octobre 1956
 Pauline, née le 22 juin 1958
 Anna, née le 13 mai 1960.

Arrêté n° 117-MFE-CR du 5-3-73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Doe Dogbé Hélène Ezounoukpenawo (née Koti), épouse de M. Doe Dogbé, maître ouvrier de 2^e classe des CFT (indice 678, pourcentage 50 %) en retraite décédé le 24 juillet 1972, une pension de veuve au taux annuel de soixante seize mille cent quarante huit (76.148) francs pour compter du 1^{er} août 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quinze mille deux cent trente deux (15.232) francs l'an pour compter du 1^{er} août 1972 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Pauline, née le 30 juin 1952
Afiyovi, née le 1^{er} janvier 1954
Kossiwoa, née le 24 janvier 1954
Kokouvi, né le 18 juillet 1956
Victoria, né le 22 mars 1959.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus, susceptibles d'être comparés au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père, seront versés entre les mains de M. Doe Dogbé Germain, administrateur des biens chargé de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 118-MFE-CR du 5-3-73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mme veuve Ahoie Marguerite (née Agbossou)
Mme veuve Ahoie Christine (née Agbetowoka), épouses de

M. Ahoie Aquérébourou Léonard, infirmier principal de CE de la santé publique du Togo (indice 792, pourcentage 73 %) en retraite décédé le 10 mai 1972, une pension de veuve au taux annuel de soixante quatre mille neuf cent trente six (64.936) francs pour compter du 1^{er} juin 1972.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963 il est accordé à Mme veuve Ahoie Wodomé Christine (née Agbetowoka), une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale pour compter du 1^{er} juin 1972 au titre de ses enfants ci-après désignés :

Aimé, né le 5 juin 1941
Odette, née le 14 novembre 1943
Séraphine, née le 13 novembre 1948
Hélène, née le 18 juillet 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à neuf mille sept cent quarante (9.740) francs pour compter du 1^{er} juin 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt cinq mille neuf cent soixante seize (25.976) francs l'an pour compter du 1^{er} juin 1972 à chacun des orphelins mineurs du de cujus dénommés ci-après :

Hélène, née le 18 juillet 1953
Hyacinthe, né le 24 août 1954
Nicole, née le 6 décembre 1959.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Ahoie A. Aimé, administrateur des biens chargé de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 119-MFE-CR du 5-3-73 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 46 %) au montant annuel de cent dix huit mille huit cent vingt quatre (118.824) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites de Togo à M. Alezim Yao,

caporal-chef 5^e échelon n° mle 20945 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

M. Alezim Yao pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 10^e rang) ci-après désignés :

Berthe, née le 5 novembre 1958
Afouavi, née le 5 septembre 1959
Félix, né le 4 juillet 1962
Pauline, née le 10 novembre 1962
Augustin, né le 29 août 1963
Noëlle, née le 22 septembre 1964
Constance, née le 12 décembre 1968
Jean-d'Arc, né le 11 mai 1969
Marie-Claire, née le 3 août 1969
Edmond, né le 16 novembre 1971.

Arrêté n° 120-MFE-CR du 5-3-73 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 43%) au montant annuel de cent vingt cinq mille cinq cent soixante quatre (125.564) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Wakam Joseph, gendarme 5^e échelon n° mle 084 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

M. Wakam Joseph pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 8^e rang) ci-après désignés :

Odile, née le 1^{er} mars 1957
Marie, née le 1^{er} mars 1957
Sylvain, né le 20 février 1960
Céline, née le 21 octobre 1963
Cyrille, né le 8 février 1964
Abel, né le 6 août 1967
Odile, née le 17 septembre 1968
Marius, né le 11 mars 1971.

Arrêté n° 122-MFE-CR du 5/3/73 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 40%) au montant annuel de cent seize mille huit cent quatre (116.804) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abe'e Joseph, gendarme 5^e échelon n° mle 119 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

M. Abete Joseph pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 14^e rang) ci-après désignés :

Noël, né le 25 décembre 1953
Abla, née le 28 février 1956
Léontine, née le 18 juin 1956
Mélanie, née le 2 janvier 1958
Pierre-ite, née le 26 décembre 1958
Cyprien, né le 11 juillet 1961
Agnès, née le 21 janvier 1964
Thérèse, née le 3 octobre 1965
Claire, née le 3 août 1966.

Célestin, né le 22 octobre 1967
 Pauline, née le 18 juillet 1968
 Marie, née le 15 août 1968
 Brigitte, née le 5 août 1972
 Ernestine, née le 7 novembre 1972.

Arrêté n° 123-MFE-CR du 5-3-73 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 46%) au montant annuel de cent trente quatre mille trois cent vingt quatre (134.324) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sossou Kuassi Sylvain, gendarme 5^e échelon n° mle 086 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 650) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

M. Sossou Kuassi Sylvain pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 3^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Alice, née le 12 avril 1953
 Adèle, née le 12 avril 1953
 Jonas, né le 29 mars 1957
 Marie, née le 22 août 1959
 Monique, née le 5 mai 1965
 Pulcherie, née le 9 septembre 1969
 Adélaïde, née le 16 décembre 1970
 Pauline, née le 9 octobre 1972.

Arrêté n° 125-MFE-CR du 5/3/73 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse alloué à M. Attikpoe Augustin, adjudant chef 3^e échelon n° mle 020 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise en retraite est porté de 10% à 15% de sa pension principale deux cent quatre vingt cinq mille sept cent vingt (285.720) francs pour compter du 1^{er} février 1973 au titre de son enfant (4^e rang) Marius, né le 19 janvier 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à quarante deux mille huit cent soixante (42.860) francs pour compter du 1^{er} février 1973.

Arrêté n° 132-MFE-CR du 5/3/73 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 65%) au montant annuel de trois cent cinquante mille quatre cent huit (350.408) francs payable comme suit :

Cent trois mille quatre cent douze (103.412) francs sur les fonds de l'Etat Français pour compter du 1^{er} novembre 1961 ;

Deux cent quarante six mille neuf cent quatre vingt seize (246.996) francs sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} janvier 1973 est concédée à M. Da Silveira Sylvestre, adjudant chef 3^e échelon n° mle 044 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 1.200) admis à la retraite.

M. Da Silveira Sylvestre pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses

droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 14^e rang) ci-après désignés :

Joseph, né le 5 mai 1954
 Paulette, née le 13 août 1956
 Mireille, née le 4 janvier 1958
 Angèle, née le 25 mai 1960
 Omer, né le 8 septembre 1965
 Mathilde, née le 13 mars 1966
 Chantal, née le 22 août 1966
 André, né le 22 novembre 1966
 Charles, né le 29 janvier 1969
 Gilberte, née le 4 février 1969
 Philippe, né le 26 mai 1969
 Georgette, née le 16 février 1971
 Magloire, né le 24 octobre 1972
 Edmond, né le 15 novembre 1972.

Arrêté n° 133-MFE-CR du 7/3/73 — M. Clocuh Paul, chef de station de 2^e classe 2^e échelon des chemins de fer du Togo en retraite pourra prétendre, pour compter du 1^{er} février 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Amen Dédé, née le 22 octobre 1965.

Arrêté n° 134-MFE-CR du 7/3/73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves Bili Lucie (née Kaliwa)
 Bili Monique (née Laoutema)

épouses de M. Bili Kalao, sergent 5^e échelon n° mle 82.377 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 650, pourcentage 48%) en retraite décédé le 29 mai 1972, une pension de veuve au taux annuel de trente cinq mille quarante quatre (35.044) frs pour compter du 1^{er} juin 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à quatorze mille seize (14.016) francs l'an pour compter du 1^{er} juin 1972 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Marie, née le 22 février 1958
 Toussaint, né le 1^{er} novembre 1961
 Noël, né le 25 décembre 1961
 Corneille, né le 17 septembre 1964
 Jonas, né le 29 mars 1965
 Darius, né le 25 octobre 1966
 Janvier, né le 1^{er} janvier 1967
 Aurelie née le 4 décembre 1967
 Céline, née le 22 octobre 1969
 Agathe, née le 3 février 1970
 Omer, né le 8 septembre 1970.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Beli Simon, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 135-MFE-CR du 7/3/73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 76%) au montant annuel de deux cent quinze mille quatre vingt seize (215.096) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kuévidjin Tikpon Pierre, brigadier chef 3^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 630) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} janvier 1973.

M. Kuévidjin Tikpon Pierre pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 7^e rang) ci-après désignés :

Saheb, né le 23 février 1953
Aurelius, né le 27 mars 1959
Stella, née le 2 avril 1960
André, né le 7 décembre 1961
Godwill, né le 29 juillet 1964
Holliday, née le 23 septembre 1967
Apollon, né le 17 juillet 1969.

Arrêté n° 136/MFE/CR du 7/3/73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves Kponton Rosa Agossivi (née Mensah)
Kponton Emilia Ayoko (née Ajavon)
Kponton Delphine Dovi (née Wognon)

épouses de M. Kponton Lucien, instituteur principal de 3^e classe, directeur d'école de 5 à 9 classes (indice 1.108 pourcentage 67 %) en retraite, décédé le 1^{er} août 1972, une pension de veuve au taux annuel de cinquante cinq mille cinq cent quatre vingt quatre (55.584) francs pour compter du 1^{er} septembre 1972.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à :

Mme veuve Kponton Rosa Agossivi (née Mensah) une majoration pour famille nombreuse au taux de 25% de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Mathias, né le 24 février 1931
Antoine, né le 4 mai 1933
Ephrem, né le 9 juillet 1935
Théodore, né le 22 avril 1937
Omer, né le 9 septembre 1939
Charlemagne, né le 5 novembre 1941.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à treize mille huit cent quatre vingt seize (13.896) francs pour compter du 1^{er} septembre 1972.

Mme veuve Kponton Emilia Ayoko (née Ajavon) une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Emma, née le 20 octobre 1942
Emmanuel, né le 21 octobre 1944
Lucia, née le 14 août 1948
Raymond, né le 12 février 1952
Rita, née le 3 mai 1954.

Le taux de cette majoration est porté de 20% à 25% de sa pension principale au titre de son enfant Constance, née le 6 octobre 1956.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à onze mille cent seize (11.116) francs pour compter du 1^{er} septembre 1972 et à treize mille huit cent quatre vingt seize (13.896) francs pour compter du 6 octobre 1972.

Mme veuve Kponton Delphine Dovi (née Wognon), une majoration pour famille nombreuse au taux de 20 % de sa pension principale au titre de ses enfants susdénommés :

Marc, né le 17 juin 1941
Marie-Aimée, née le 6 avril 1944
Jean-Baptiste, né le 21 juin 1949
Béatrice, née le 23 novembre 1952
Dorothée, née le 6 février 1955.

Le montant annuel de la majoration accordée ci-dessus est fixé à onze mille cent seize (11.116) francs pour compter du 1^{er} septembre 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à trente trois mille trois cent cinquante deux (33.352) francs l'an pour compter du 1^{er} septembre 1972 à chacun des orphelins dénommés ci-dessous :

Raymond, né le 12 février 1952
Béatrice, née le 23 novembre 1952
Marie Antoinette, née le 26 octobre 1953
Rita, née le 3 mai 1954
Dorothée, née le 6 octobre 1955
Constance, née le 6 octobre 1956
Théodora, née le 22 août 1957
Honoré, né le 6 octobre 1960
Yolande, née le 31 octobre 1961
Benjamin, né le 4 avril 1965.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Kponton Anani Théodore, administrateur des biens, chargé de leur tutelle.

Arrêté n° 137/MFE/CR du 7/3/73 — L'arrêté n° 267/VP/MFE/MF/CR du 11 juillet 1966 portant concession d'une pension d'orphelin aux ayants-cause de M. Doevi Tobias, agent spécialisé Ppal 3^e échelon des CFT décédé, est modifié de la façon suivante :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de leurs mères respectives chargées de leur tutelle à savoir :

Mme Koudolo A. Constance

— pour l'enfant Godfroy, né le 8 novembre 1958

Mme Amouzou Marie Ayawovi

— pour les enfants Léon, né le 3 juillet 1954

Ida, née le 14 avril 1956

Brigitte, née le 7 octobre 1961

Mme Ajavon Dédé

— pour les enfants Prosper, né le 23 novembre 1963

Mélanie, née le 15 mars 1965.

Le présent arrêté a effet à compter du 1^{er} janvier 1973.

Arrêté n° 138-MFE-CR du 7-3-73 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves ci-après désignées :

Mmes veuves Agou Amah (née Péréki)

« » Agou Claire (née Agnala)

« » Agou Béatrice (née Allouya)

épouses de M. Agou Yoma, gendarme adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon N° Mle 553 du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise (indice 360, pourcentage 13%) décédé le 26 février 1971, une pension de veuve au taux annuel de trois mille cinq cent quatre (3.504) francs pour compter du 14 février 1972.

Cette pension est augmentée d'une rente d'invalidité fixée à vingt deux mille quatre cent soixante quatre (22.464) francs par an pour compter du 14 février 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à deux mille cent quatre (2.104) francs l'an pour compter du 23 décembre 1971 à chacun des orphelins dénommés ci-après :

Claire, née le 1^{er} décembre 1959

Lotié, né le 2 juin 1962

Simbindih, né le 28 septembre 1964

Badjanabodome, née le 13 décembre 1966

Tompissimada, née le 14 février 1968

Kouroumpè, né le 9 juin 1968

Eloani, né le 25 mars 1969

Mana, née le 12 avril 1969.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée pour chacun des orphelins dénommés ci-dessus à treize mille quatre cent quatre vingts (13.480) francs l'an pour compter du 23 décembre 1971.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Kao Kpatcha, chargé de leur tutelle.

Subvention

Décision n° 222-MFE-MEN du 8-3-73 — Une subvention de vingt huit millions de francs (28.000.000 CFA) répartie conformément au tableau annexé à la présente décision, est accordée pour l'année scolaire 1972-1973 aux établissements d'enseignement privé confessionnel du second degré et du technique.

Le montant de la subvention ainsi répartie sera mandaté par trimestre, au profit des directeurs ou directrices des établissements concernés.

Pour les établissements qui perçoivent des subventions dont le montant est inférieur ou égal à 115.226 F. CFA, le versement sera effectué en une seule fois.

La dépenses est imputable sur le budget général, exercice 1973 — chapitre 42 — article 2.

Répartition des subventions accordées aux établissements privés confessionnels d'enseignement technique du second degré

Année scolaire 1972-1973

I — Enseignement du second degré

No	ETABLISSEMENTS	Montant de la Subvention
1	Collège St. Joseph de Lomé	5.358.009
2	Notre Dame des Apôtres de Lomé	2.016.455
3	C.E.S. Monseigneur Cessou — Lomé	979.421
4	C.E.S. Notre Dame du Sacré-Cœur — Lomé..	576.130
5	Collège St. Augustin de Togoville	1.209.873
6	C.E.S. SS. Pierre et Paul d'Anécho	518.517
7	C.E.S. Christ-Roi de Kouvé	633.743
8	C.E.S. Pie X de Tsévié	518.517
9	C.E.S. Christ-Roi d'Assahoun	460.904
10	C.E.S. J.B. Rimle d'Agou	748.969
11	Collège St. Albert d'Atakpamé	1.267.486
12	Collège Notre Dame d'Afrique d'Atakpamé ..	1.440.325
13	C.E.S. Jean-Bosco de Tomégbé	518.517
14	C.E.S. Notre Dame de l'Assomption-Nuadja ..	403.291
15	Collège Chaminade de Lama-Kara	2.189.294
16	Collège Adèle de Lama-Kara	403.291
17	C.E.S. St. François de Kandé	403.291
18	C.E.S. M. Fant de Dapango	230.452
19	Collège de l'Assomption de Sokodé	230.452
20	Collège Protestant de Lomé	3.687.232
21	Collège Protestant de Palimé	1.382.712
22	Collège Protestant Méthodiste d'Anécho	518.517
		25.695.398

II — Enseignement technique

No	ETABLISSEMENTS	Montant de la Subvention
1	Ecole Ménagère N.D.A. Lomé-Amoutiévé	230.452
2	Ecole Ménagère N.D. d'Afrique-Atakpamé	230.452
3	Ecole Ménagère N.D.A. de Sotouboua	230.452
4	Ecole Ménagère N.D.A. de Sokodé	230.452
5	Ecole Ménagère Providence de Bassari	230.452
6	Ecole Ménagère de Lama-Kara	230.452
7	Ecole Ménagère de Dapango	230.452
8	Inst. Technique Féminin N.D. de l'Eglise de Lomé-Tokoin	115.226
9	Centre d'Apprentissage de Pya	288.106
10	Centre d'Apprentissage de Dapango	288.106
		2.304.602

Rectificatif

RECTIFICATIF du 5-3-73 à l'arrêté n° 23-MFEP-CR du 2 février 1972 portant concession d'une pension de retraite.

Au lieu de :

M. Typamm Akakpo Paul pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1972 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Sacramento, né le 25 juin 1953

Antonio, né le 27 octobre 1955

Oliviano, né le 3 décembre 1956

Faustino, né le 15 février 1958

Paulin, né le 22 juin 1959

Constancio, né le 8 mars 1963

Georgette, née le 29 avril 1965

Ovidio, né le 29 janvier 1969

Sylviana, née le 8 novembre 1970

Olympia, née le 17 août 1971.

Liste :

M. Typamm Akakpo Paul pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1972 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 16^e rang) ci-après désignés :

Sacramento, né le 25 juin 1953
Antonio, né le 27 octobre 1955
Oliviano, né le 3 décembre 1956
Fausino, né le 15 février 1958
Paulin, né le 22 juin 1959
Constancio, né le 8 mars 1963
Georgette, née le 23 avril 1965
Ovidio, né le 29 janvier 1969
Sylviana, née le 8 novembre 1960
Olympia, née le 17 août 1971.

Le reste sans changement.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

ARRETE No 5-MEN du 6 mars 1973 portant organisation de l'E.N.S. d'Atakpamé.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu le décret no 67-22 du 26 janvier 1967 fixant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel ;

Vu l'article 4 du décret no 68-165 du 4 septembre 1968 portant création de l'Ecole Normale Supérieure d'Atakpamé,

ARRETE :

TITRE I — DISPOSITIONS GENERALES

SECTION I — OBJET ET STRUCTURES

Article premier — L'Ecole Normale Supérieure (E.N.S.) d'Atakpamé comprend, conformément à l'article 3 du décret no 68-165 du 4 septembre 1968 :

A — Trois sections

- une section formant des professeurs du premier cycle des Lycées et collèges ;
- une section formant des instituteurs ;
- une section formant des instituteurs-adjoints ;

B — Quatre divisions

- une division de recherches pédagogiques ;
- une division de cours par correspondance ;
- une division de recyclage ;
- une division d'initiation à la production de matériel didactique.

Toutes ces sections et divisions travailleront en étroite collaboration avec les services techniques du ministère de l'éducation nationale et les autres organismes spécialisés.

C — Deux écoles d'Application

- une école primaire d'Application (E.P.A.)
- un collège d'enseignement général d'Application (C.E.G.A.)

Il est créé dans les écoles d'Application des classes primaires, secondaires et techniques expérimentales.

Art. 2 — L'école normale supérieure participe à la réforme des méthodes et programmes des enseignements primaires, secondaire et technique.

SECTION 2 — ADMINISTRATION

Art. 3 — Le directeur de l'école normale supérieure nommé par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre de l'éducation nationale est responsable du fonctionnement général de l'établissement.

Il assure la coordination des activités prévues aux articles 1 et 2 ci-dessus.

Art. 4 — Le directeur de l'E.N.S. est assisté dans ses fonctions par :

- Le conseiller technique principal
- Les directeurs des études
- Les chefs de divisions
- Le secrétaire principal
- L'intendant
- Le directeur du C.E.G.A.
- Le directeur de l'E.P.A.

Art. 5 — Les professeurs du C.E.G.A. et les maîtres de l'E.P.A. doivent être titulaires respectivement au moins du CAP — CEG et du CAP.

Art. 6 — Les fonctionnaires stagiaires ou titulaires, élèves de l'E.N.S. restent soumis aux dispositions du statut de la fonction publique sans préjudice du règlement intérieur de l'établissement.

SECTION 3

Art. 7 — Le conseil de perfectionnement comprend :

- Le secrétaire général du MEN, *Président*
- Le directeur des écoles normales, *Vice-Président*
- Le directeur de l'ENS, *Secrétaire*
- Le directeur de l'enseignement supérieur
- Le recteur de l'université du Bénin
- Les directeurs des écoles des lettres et des sciences de l'université du Bénin
- Le directeur de l'enseignement du second degré
- Le directeur de l'enseignement technique
- Le directeur de l'enseignement du premier degré
- Le directeur de l'institut pédagogique national
- Le directeur de la planification de l'éducation
- Le directeur du bureau universitaire de statistiques (BUS)

- Les directeurs des études de l'ENS
- Le conseiller technique principal
- Les chefs de divisions
- Le secrétaire principal
- L'intendant de l'ENS
- Trois professeurs de l'ENS désignés par leurs pairs
- Les directeurs du CEGA et de l'EPA

Trois délégués des élèves désignés par le bureau de l'association des élèves de l'ENS à raison d'un délégué par section

- Trois inspecteurs de l'enseignement du 1^{er} degré désignés par leurs pairs
- Deux inspecteurs de l'enseignement du second degré
- Deux inspecteurs de l'enseignement technique
- Le directeur de l'institut national de recherche scientifique.

En dehors de ces membres, le conseil de perfectionnement peut faire appel à toute personne en raison de ses compétences dans les domaines étudiés.

Le conseil de perfectionnement se réunit en sessions ordinaires à l'ENS au cours du premier et du troisième trimestre de l'année scolaire sur convocation de son président.

Il peut être convoqué dans les mêmes formes en sessions extraordinaires.

Le conseil de perfectionnement ne peut valablement délibérer que si les deux tiers (2/3) de ses membres sont présents.

Art. 8 — Le conseil de perfectionnement est consulté et donne son avis sur toutes modifications à apporter aux structures, aux statuts et aux objectifs de l'établissement.

Il peut proposer de nouvelles orientations.

Art. 9 — Le conseil des professeurs comprend :

- Le directeur de l'ENS — *Président*
- Le conseiller technique principal
- Les directeurs des études
- Les chefs de divisions
- Le secrétaire principal — *Secrétaire*
- L'intendant
- Le bibliothécaire
- Les directeurs du C.E.G.A. et de l'E.P.A.
- Tous les professeurs en service à l'E.N.S.
- Trois représentants de l'association des élèves.

Il se réunit une fois par mois, sur convocation de son président et étudie toutes les questions relatives à l'organisation et au déroulement des études, et à l'évaluation des élèves.

Il peut se réunir en séances extraordinaires sur convocation de son président ou à la demande du tiers de ses membres.

Il se constitue en comité de recherche pédagogique qui se réunit une fois par mois.

Le comité de recherche pédagogique peut se réunir en séances extraordinaires sur convocation de son président ou à la demande du tiers de ses membres.

Art. 10 — Le conseil de discipline comprend :

- Le directeur de l'ENS — *Président*
- Le conseiller technique principal
- Les directeurs des études
- Le secrétaire principal
- Les psychopédagogues
- Quatre professeurs élus par leurs pairs
- Les inspecteurs de l'enseignement détachés auprès de l'E.N.S.
- Les directeurs du C.E.G.A. et de l'E.P.A.
- L'intendant
- Trois délégués des élèves (un par section).

Il délibère sur les cas disciplinaires qui lui sont soumis par le Directeur et prend des décisions, les parties étant préalablement entendues.

En dehors des sanctions prévues par le règlement intérieur ses décisions peuvent être :

- L'avertissement
- Le blâme sans ou avec inscription au dossier
- L'exclusion temporaire d'une durée supérieure à trois jours prononcée par le ministre de l'éducation nationale sur proposition du Conseil.
- L'exclusion définitive prononcée par le ministre de l'éducation nationale sur proposition du conseil.

TITRE II — RÉGIME DES ETUDES

SECTION 1 — EVALUATION A L'ENTREE

Art. 11 — Les élèves-professeurs, les élèves-instituteurs et les élèves-instituteurs-adjoints sont recrutés conformément aux textes en vigueur.

SECTION 2 — HORAIRES ET PROGRAMMES

Art. 12 — Les horaires et programmes de l'E.N.S. sont élaborés par le conseil des professeurs et soumis à l'approbation du ministre de l'éducation nationale après avis du conseil de perfectionnement.

SECTION 3 — ORGANISATION DES ETUDES

Art. 13 — Les emplois du temps des différentes sections et promotions sont établis par le directeur conformément aux horaires et programmes approuvés par le ministre de l'éducation nationale.

Art. 14 — En dehors des écoles d'application visées à l'article 1^{er}, l'ENS peut être autorisée à expérimenter ses méthodes d'enseignement dans certaines écoles des diverses circonscriptions pédagogiques dont le statut sera ultérieurement défini.

Art. 15 — Un système d'évaluation continue doit permettre d'apprécier toutes les facultés et aptitudes des élèves.

Art. 16 — Les élèves sont évalués au moyen de travaux exécutés individuellement ou en groupes, d'interrogations écrites et orales servant d'épreuves de contrôle d'acquisitions qui ont lieu plusieurs fois par trimestre dans toutes les disciplines entrant dans les programmes de la formation.

Art. 17 — Les résultats d'évaluation de chaque élève figureront dans son dossier scolaire et seront pris en considération pour le passage en classe supérieure.

Art. 18 — Le redoublement doit être exceptionnel et motivé uniquement par des cas de maladie.

Toutefois, s'il est motivé par d'autres raisons, l'autorisation en est donnée par le ministre de l'éducation nationale.

Art. 19 — La durée de la formation est de deux années pour la section des professeurs du premier cycle des lycées et collèges, de trois années pour la section des instituteurs et d'une année pour la section des instituteurs-adjoints.

Art. 20 — La section des professeurs assure la formation des professeurs de C.E.G. selon cinq options :

- Français — Anglais
- Français — Allemand
- Français — Histoire — Géographie
- Physique — Chimie — Mathématique
- Physique — Chimie — Sciences Naturelles.

SECTION 4 — AUTODISCIPLINE — AUTOGESTION ET PARTICIPATION

Art. 21 — Le régime de l'E.N.S. est en principe l'internat. Toutefois, l'admission à l'internat est subordonnée au nombre de places disponibles.

Art. 22 — L'autodiscipline et la participation sont adoptées et appliquées comme méthodes de formation à l'E.N.S.

A cet effet, les élèves sont associés à la gestion de l'établissement.

Art. 23 — Au début de chaque année scolaire, les élèves suivent à l'école, pendant une dizaine de jours, un stage d'information sur le régime de l'établissement.

L'initiation à l'autogestion se fait dans le cadre des activités de l'association des élèves.

Art. 24 — L'autodiscipline et la participation seront progressivement étendues aux deux écoles d'application intégrées.

SECTION 5 — LE CERTIFICAT DE FIN

D'ETUDES NORMALES (C. F. E. N.)

EVALUATION A LA SORTIE

Art. 25 — Le certificat de fin d'études normales (ENS, ENI, ENIA) est délivré par le ministre de l'éducation nationale sur la base des trois éléments suivants :

1 — Evaluation continue portant d'une part, sur l'examen du dossier des travaux de l'élève-professeur ou de l'élève-maître (épreuves de contrôle, travaux individuels ou en équipes, notes de lecture, exposés, notes prises en cours, etc.) sur son comportement d'autre part.

(Coefficient : 3)

2 a — Rédaction et soutenance devant un jury d'un mémoire de 20 pages dactylographiées au moins, soit 5.000 mots environ. Le candidat choisit librement, à la fin de la première année pour la section ENS, à la fin de la deuxième année pour la section ENI et au cours de l'année scolaire pour l'ENIA, un

ujet de recherches impliquant des réflexions pédagogiques. Le mémoire, déposé deux mois avant l'examen et corrigé par deux spécialistes, est affecté du coefficient 2.

b — Pour les élèves de la section ENIA, rédaction et soutenance de comptes rendus d'enquêtes effectuées sur des sujets d'ordre pédagogique à l'occasion de différents stages. Ces comptes rendus d'une dizaine de pages dactylographiées (environ 2.500 mots) doivent être déposés un mois avant l'examen et corrigés par deux spécialistes.

3 — Entretien ayant pour but :

— de contrôler les connaissances du candidat dans les diverses disciplines ;

— d'apprécier ses qualités d'analyse, son aptitude à utiliser les connaissances acquises.

Des commissions d'examen dont la liste figure à l'annexe du présent arrêté sont chargées du déroulement de l'entretien. Le coefficient 1 est affecté à l'ensemble des disciplines de chaque commission.

Art. 26 — L'ENIA est régie par les mêmes dispositions que l'ENI.

SECTION 6 — CONDITIONS DE TITULARISATION (CAP, CEG, CAP, CEAP)

Art. 27 — Les résultats de l'évaluation à la sortie sont formulés comme suit :

- Catégorie A : Excellent
- Catégorie B : Bon
- Catégorie C : Moyen
- Catégorie D : Insuffisant
- Catégorie E : Très insuffisant.

Les élèves-professeurs et les élèves-maîtres classés dans les catégories A, B et C passent les épreuves pratiques et orales du CAP-CEG, CAP, CEAP au cours du premier trimestre de l'année académique et sont titularisés en cas de succès à compter du premier janvier suivant.

En cas d'échec, le bénéfice de l'admissibilité est conservé pour un an.

Ceux de la catégorie D seront autorisés à passer les épreuves pratiques et orales après un an d'exercice dans les mêmes conditions que ceux des catégories A, B et C.

Les élèves-professeurs et élèves-maîtres de la catégorie E sont astreints à subir les épreuves théoriques, pratiques et orales après un an d'exercice.

Les épreuves théoriques sont celles prévues à l'entretien.

Art. 28 — Seuls 10% des élèves de la section ENIA peuvent être autorisés à entrer sur titre en deuxième année de l'ENI à condition qu'ils soient classés dans la catégorie A.

Art. 29 — Seuls 10% des élèves de la section ENI peuvent être autorisés à entrer sur titre en première année de la section ENS à condition qu'ils soient classés dans la catégorie A.

Art. 30 — Pour les élèves de l'ENS, seul le premier de chaque option (ou spécialité) est autorisé à entrer sur titre en première année de l'institut national des sciences de l'éducation (INSE) à condition qu'il soit classé dans la catégorie A.

Art. 31 — Le jury des différents examens, nommé par le ministre de l'éducation nationale est composé comme suit :

A) — C. F. E. N.

Section E. N. S.

- Le directeur de l'enseignement du second degré, *président*
- Le directeur des écoles normales *vice-président*

Membres :

- Le directeur de l'école normale supérieure
- Les directeurs des études
- Les professeurs de l'E.N.S., de l'université, de l'enseignement du second degré, de l'enseignement technique, des inspecteurs de l'enseignement du second degré et des inspecteurs de l'enseignement technique

Sections ENI et ENIA

- Le directeur de l'enseignement du premier degré, *président*
- Le directeur des écoles normales *vice-président*

Membres :

- Le directeur de l'E.N.S.
- Les directeurs des études
- Les professeurs de l'E.N.S.
- Les inspecteurs de l'enseignement du premier degré.

B) — CAP-CEG, CAP, CEAP

Section E.N.S.

- Le directeur de l'enseignement du second degré ou son représentant *président*

Membres :

- Les inspecteurs de l'enseignement du second degré et de l'enseignement technique et des professeurs titulaires.

Les professeurs de l'E.N.S. pourraient s'adjoindre au jury en tant qu'observateurs.

Sections ENI et ENIA

- Le directeur de l'enseignement du premier degré ou son représentant *président*

Membres :

- Les inspecteurs de l'enseignement du premier degré
 - Des instituteurs et instituteurs-adjoints titulaires
- Des professeurs de l'E.N.S. pourraient s'adjoindre au jury en tant qu'observateurs.

Art. 32 — Les anciens normaliens admis au CEAP, CAP, CAP-CEG bénéficient d'une bonification équivalente à un échelon.

TITRE III — DISPOSITIONS SPECIALES

Art. 33 — Le dossier des élèves est établi en double exemplaire. A leur sortie un exemplaire du dossier est transmis à la direction de l'enseignement intéressé pour lui permettre de suivre l'ancien normalien au cours de sa carrière.

Art. 34 — Tous les cas spéciaux non prévus par le présent arrêté feront l'objet d'une décision ministérielle.

Art. 35 — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté, notamment l'arrêté n° 9 du MEN du 9-7-71 sont abrogées.

Art. 36 — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 6 mars 1973

B. Malou

Nomination

Arrêté n° 39/MEN/CAB du 1-3-73 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 1/MEN du 19 janvier 1971 portant nomination de M. Nondoh François.

M. Blakimé Yacoubou Valentin, secrétaire d'administration de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale, est nommé directeur du service des examens, des bourses et stages (Chapitre 26, article 2, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} janvier 1973.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 231/MFP du 27-2-73 — M. Folly A. Adolphe, infirmier d'Etat de 2^e classe 4^e échelon, du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est promu au grade d'infirmier d'Etat de 1^{re} classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} janvier 1972 — AC : 6 ans.

La situation administrative de M. Folly est reprise comme suit :

1-1-72 — infirmier d'Etat de 1^{re} classe 1^{er} échelon — AC : 6 ans

1-1-72 — infirmier d'Etat de 1^{re} classe 2^e échelon — AC : 4 ans

1-1-72 — infirmier d'Etat de 1^{re} classe 3^e échelon — AC : 2 ans.

Arrêté n° 236/MFP du 1-3-73 — M. Brenner Jacques, administrateur civil de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, est promu au grade d'administrateur civil de 1^{re} classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} août 1972.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 5 mars 1973 à l'arrêté n° 178-MFP du 7 février 1973 portant promotion.

Sont promus au titre de l'année 1972, les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps de l'enseignement :

CADRE DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (catégorie C)

Au 1^{er} échelon du grade d'instituteur-adjoint de 2^e classe
Pour compter du 1^{er} janvier 1972

Au lieu de :

Kouadjovie Josephine, institutrice-adjointe de 3^e classe 4^e échelon

Lire :

Quadjovie Josephine, institutrice-adjointe de 2^e classe 3^e échelon.

Le reste sans changement.

Intégrations

Arrêté n° 222/MFP du 21/2/73 — Les ingénieurs-adjoints d'agriculture ci-après désignés, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 456/MFP du 10 août 1971 sont intégrés dans les conditions suivantes dans le cadre des ingénieurs des travaux agricoles (catégorie A2) pour compter du 1^{er} décembre 1972 :

NOMS ET PRENOMS	Situation actuelle catégorie B)	Nouvelle situation (catégorie A2)	A.C.
Ali K. Nicolas	ingénieur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	ingénieur des travaux agricoles de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Kavege K. Basile	ingénieur-adjoint de 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	ingénieur des travaux agricoles de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Kpodzro K. Hubert	ingénieur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 1050)	ingénieur des travaux agricoles de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	2 ans 9 mois

Arrêté n° 223/MFP du 21/2/73 — M. Tchitou Nouroudine, agent spécialisé de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 101/MFP du 10 février 1972, est admis dans la hiérarchie supérieure en qualité d'agent des installations électro-mécaniques de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C - indice 550) pour compter du 1^{er} juin 1972.

Arrêté n° 232/MFP du 27/2/73 — Les instituteurs-adjoints ci-après désignés, admis au concours du certificat d'aptitude pédagogique (session 1971), sont intégrés dans les conditions suivantes dans le cadre des instituteurs (catégorie B) pour compter du 1^{er} janvier 1972 :

NOMS ET PRENOMS	Ancienne Situation (catégorie C)	Nouvelle Situation (catégorie B)	A.C.
Toffa A. Isidore	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	6 mois
Cadiry Emmanuel	instituteur-adjoint de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon (indice 950)	instituteur de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 950)	néant
Gbodui Edouard	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Noameshi Charles	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Amouzou A. Cécile	institutrice-adjointe de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	institutrice de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Aviah A. Alex	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Dabla K. Jean	—	—	3 mois
Dadzo Alphonse	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	3 mois
Guekoezan Y. Gilles	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Tsomafo Ambroise	—	—	néant
Adeve Stanislas	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Akouété Désiré	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	—	1 a 3 m
Cadiry Confort	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	—	néant
Gbone Jules	instituteur-adjoint de 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon (indice 900)	instituteur de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 950)	néant
Quadjovie Joséphine	institutrice-adjointe de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	institutrice de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	2 ans
Satchivi Michel	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	—	néant
Adagbledou Jonas	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	6 mois
Akotia Elie	instituteur-adjoint de 1 ^{re} classe 3 ^e échelon (indice 1000)	instituteur de 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 1050)	néant
Amegan Raphaël	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Apetoh Aristide	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Assignon Robert	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Dogo Marie (née Blakimé)	institutrice-adjointe de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	institutrice de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	3 mois
Koeadjo T. Bernard	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	3 mois
Kouami D. Jean	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	2 ans
Lawson Raymond	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Karaboka Anani Moïse	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Anago Georges	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Bello Tessi	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	institutrice de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	1 an
da Costa Francis	instituteur-adjoint de 1 ^{re} classe 3 ^e échelon (indice 1000)	instituteur de 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 1050)	néant
Eklou Faustin	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Folly A. Bernard	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Gaba Véronique	institutrice-adjointe de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	institutrice de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	6 mois
Abbevi Christophe	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Adorgloh A. Martin	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Agbossé Alphonse	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Amédégnato Damien	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Degbotsé Henri	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	1 an
Eklou-Natey I. Sylvestre	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	1 a 3 m
Edjolevoh Seth	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	6 mois
Houndo David	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	2 ans
Yakandji Lambolème	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	3 mois
Lawson Lambert	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Nyawouame André	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Adedze T. Jacqueline	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	institutrice de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Anthony Seth	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Batchati B. Albert	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	10 m 20 j
Brown Achille	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	3 mois

Nom et Prénoms	Ancienne situation (catégorie C)	Nouvelle situation (catégorie B)	A.C.
Djokpo Gerson	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	2 ans
Hodedin M. Antoine	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	—	6 mois
Gado Idrissou	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	—	néant
Amoussou Frédéric	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	1 an
Arouna Houénouwawa	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Boglah Ferdinand	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Djibirine Bouraïma	instituteur-adjoint de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon (indice 950)	instituteur de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 950)	1 an
Mensah D. Emmanuel	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Moumouni A. Salifou	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Ayéva Amidou	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Mensah A. Jean	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Nényéwoédé André	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Agbagla Crespín	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Adama Jeannette	institutrice-adjointe de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	institutrice de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Adjoh K. Paul	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Bamazi Etienne	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Bekpentí Alexandre	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Dabzie Léopold	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Danklou A. Jean	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Eklu Joseph	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Gomina Sizing	—	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Houngues Y. Lambert	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Kpetigo Godwin	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Acolatse Louise	institutrice-adjointe de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	institutrice de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	néant
Acouetey Benoit	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 850)	instituteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	6 mois
Koffi A. Boniface	instituteur-adjoint de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 800)	—	néant
Missodey Louis	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Adigo François	instituteur-adjoint de 1 ^{re} classe 3 ^e échelon (indice 1.000)	instituteur de 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 1.050)	néant
Lawson Michel	instituteur-adjoint de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon (indice 950)	instituteur de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 950)	1 a 6 m
Hovi Jonathan	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)	instituteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 750)	néant
Abalo Antoine	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 700)	—	1 an
Sossi Pétro	—	—	néant

Les moniteurs ci-après désignés, admis au concours du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (session 1971), sont intégrés ainsi qu'il suit dans le cadre des instituteurs-adjoints (catégorie C) pour compter du 1^{er} janvier 1972 :

Nom et Prénoms	Situation actuelle (catégorie D)	Nouvelle situation (catégorie C)	A.C.
Elessessi Ernestine	monitrice de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 430)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant
Ibrahima Limontoma	monitrice de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	—	néant
Konoutse Emilie	monitrice de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon (indice 590)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)	1 an
Ahoun Eliezer	moniteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 430)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant
Hetcheli Pierre	moniteur de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon (indice 590)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)	1 an
Salami Mireille	monitrice de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	—	néant
Sossou Berthe	monitrice de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 430)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant

Nom et Prénoms	Situation Actuelle (catégorie D)	Nouvelle situation (catégorie C)	A.C.
Tinakpan Marie	monitrice de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon (indice 590)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)	néant
Azogba Christophe	moniteur de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant
Gaba Antoinette	monitrice de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 510)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant
Mama Kérim	moniteur de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 510)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant
Pana Mathieu	moniteur de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	—	néant
Amela Hermann	moniteur de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	—	néant
Assympah Thérèse	monitrice de 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	—	1 an
Karvie Bonaventure	moniteur de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} éche- lon (indice 550)	néant
Uuadja Claude	moniteur de 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 470)	—	néant
Zekpa Christine	monitrice de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon (indice 590)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 2 ^e éche- lon (indice 600)	1 an
Agbodja Marthe	monitrice de 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 1 ^{er} éche- lon (indice 550)	1 an
Attila Louise	monitrice de 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	1 an 6m
Kpove E. Pascal	moniteur de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 350)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant
Azote Titus	moniteur de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 350)	—	néant
Tamedjo Samuel	moniteur de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 350)	—	néant
Ahiany Isaac	moniteur de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	—	néant
Folligan Antoine	moniteur de 1 ^{re} classe 2 ^e échelon (indice 590)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 600)	1 an
Kpéto Clémentia	monitrice de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 350)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 1 ^{er} éche- lon (indice 550)	néant
Kponvi Florent	moniteur de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 350)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant
Kalipé Innoncent	moniteur de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	—	néant
Lawson B. Walter	moniteur de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 510)	—	néant
Mehiba P. Théophile	moniteur de 2 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 430)	—	néant
Dom Sébastien	moniteur de 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	—	3m 11j
Paliki Augustin	moniteur de 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	—	1 an
Allassani Zibédou	moniteur de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 350)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 550)	néant
Kasse Patrice	moniteur de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 350)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} éche- lon (indice 550)	néant
Abitor Norbert	—	—	néant
Amadou Issaka	moniteur de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} éche- lon (indice 550)	néant
Kroulade Gabriel	moniteur de 3 ^e classe 4 ^e échelon (indice 390)	—	néant
Koffi Christophe	moniteur de classe exceptionnelle (indice 670)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 4 ^e éche- lon (indice 700)	2 a 6 m
Tchara K. Benjamin	moniteur de 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 310)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} éche- lon (indice 550)	néant
Behenzin Boem Renée	moniteur de 1 ^{re} classe 3 ^e échelon (indice 630)	institutrice-adjointe de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 650)	2 ans
Tanla Christian	moniteur de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 350)	instituteur-adjoint de 3 ^e classe 1 ^{er} éche- lon (indice 550)	néant

Arrêté n° 233-MFP du 27-2-73 — MM. Coli Christophe et Gnassim K. Gaston, agents contractuels de la SORAD, admis au concours professionnel ouvert par arrêté n° 457-MFP du 10 août 1971, sont intégrés dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'adjoints techniques d'agriculture de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 4 du budget général) pour compter du 1^{er} décembre 1972.

Arrêté n° 247-MFP du 2-3-73 — M. Amegan Benoît, inspecteur primaire de 2^e classe 3^e échelon (indice 1700) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, titulaire de la licence (E) et de la maîtrise en sciences de l'éducation, est intégré dans le cadre

des professeurs au grade de professeur de 3^e classe 4^e échelon (catégorie A1 — indice 1750) pour compter du 3 décembre 1972 — AC : 11m 2j.

Admissions

Arrêté n° 218-MFP du 21-2-73 — M. Sodja Kangni, qui a suivi avec succès un stage d'enseignement professionnel de niveau 2 au centre de formation professionnelle de l'office de radiodiffusion télévision française et a obtenu le diplôme de qualification (section exploitation), est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de contrôleur technique de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B-indice 850) et mis

à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion (chapitre 28, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 219/MFP du 21-2-73 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Koumagna A. Antoine, l'arrêté n° 72-MFP du 19 janvier 1973 portant nomination.

M. Koumagna A. Antoine, titulaire du baccalauréat de l'enseignement du second degré et du diplôme de contrôleur des télécommunications de l'école multinationale des télécommunications de Rufisque (Sénégal), est admis dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité de contrôleur des installations électro-mécaniques de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du secrétaire d'Etat aux travaux publics chargés des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 220-MFP du 21-2-73 — M. Edorh K. Bernard, titulaire du BEPC et du brevet d'études professionnelles (spécialité comptable mécanographe), est admis dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'aide-opérateur mécanographe de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 11 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 221/MFP du 21-2-73 — M. Essenouwoa Sèkpon, titulaire du BEPC et du brevet d'enseignement professionnel (comptable mécanographe), est admis dans le corps des fonctionnaires de la statistique générale en qualité d'aide-opérateur mécanographe de 2^e classe 2^e échelon (catégorie C-indice 600) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 15 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 224/MFP du 21-2-73 — M. Houenassou Clément, docteur en médecine de l'université de Paris V (France), est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire, 2^e échelon (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'un échelon est accordée à l'intéressé qui est spécialiste en médecine tropicale en application de l'article 6 du décret n° 62-86 du 19 juin 1962.

M. Houenassou Clément est élevé au 3^e échelon du grade de médecin ordinaire.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 225/MFP du 21-2-73 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Edorh Kinhoé Bernard, l'arrêté n° 70/MFP du 19 janvier 1973 portant nomination.

Arrêté n° 230/MFP du 27-2-73 — M. Mensah Lucien Sébastien (n° 4290/OE/69 du 24-11-69), titulaire du brevet d'études du premier cycle (BEPC, du certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et du brevet d'études professionnelles (BEP)

est, en attendant le statut particulier du personnel de secrétariat, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 9, paragraphe 4).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 234/MFP du 27-2-73 — Mlle Tchassama Salamatu Asséma et M. Aoussa Djobo C. Dominique, titulaires du diplôme d'Etat d'infirmière et d'infirmier, sont admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmiers d'Etat de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C-indice 550) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 245/MFP du 1-3-73 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du brevet de l'école nationale d'administration (promotion 1970-1972), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaires d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie B-indice 750) :

Topegio L. Maurice	Teki Koffi Michelus
Apetse Paulin	Brassier Charlemagne
Agbadan Bernard	Agbetiafa Kodzo Louis
Balebako Germain	Djagnikpo B. Jules
Wouressama A. Yao	Mabalo K. Lambert
Assala Samuel	Amuzuga Raymond
Missoh C. Christian	Koffi Paulin
Akoto Amévi Thomas	Kao Constant
Folikoué G. Lambert	Agoro Assoumanou
Messan Ekoué Claude	Nyahoho Rémy
Kpandja Gabriel	Natchaba Lucie.

Les intéressés reçoivent les affectations suivantes :

ministère de la fonction publique
(chapitre 24, article 4 du budget général)

Messan Ekoué Claude

ministère de l'éducation nationale
(chapitre 26, article 2, paragraphe 3 du budget général)

Djagnikpo B. Jules

*ministère de la jeunesse, des sports, de la culture
et de la recherche scientifique*
(chapitre 32, article 2 du budget général)

Teki Koffi Michelus

(chapitre 32, article 6 du budget général)

Mabalo K. Lambert

ministère des travaux publics
(chapitre 18, article 7 du budget général)

Missoh C. Christian

*secrétariat d'Etat à la présidence, chargé du commerce,
de l'industrie, du plan et du tourisme*
(chapitre 30, article 4 du budget général)

Agoro Assoumanou
Kao Constant
Natchaba Lucie

secrétariat d'Etat aux travaux publics, chargé des postes et télécommunications

(chapitre 18, article 9 du budget général)

Kpandja Gabriel

ministère de la justice

(chapitre 16, article 4 du budget général)

Amuzuga Raymond

(chapitre 16, article 5 du budget général)

Nyahoho Rémy

ministère des finances et de l'économie

(Chapitre 8, article 8 du budget général)

Agbadan Bernard

Akoto Amévi Thomas

(chapitre 8, article 8 du budget général)

Folikoué G. Lambert

(chapitre 8, article 10 du budget général)

Apoussé Paulin

Topeglo L. Maurice

Assala Samuel

Koffi Paulin

(chapitre 8, article 11 du budget général)

Balebako Germain

(chapitre 8, article 15 du budget général)

Brassier Charlemagne

(chapitre 8, article 13 du budget général)

Wouressama A. Yao

ministère de l'information

(chapitre 28, article 6 du budget général)

Agbétiafa Kodzo Louis.

Le présent arrêté a effet à partir du 1^{er} janvier 1973.

Titularisations — Passages automatiques d'échelon

Arrêté n° 228-MFP du 23-2-73 — Mme Van-Lare, née de Medeiros Louise, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 25 septembre 1968 (ancienneté conservée : 1 an).

La situation administrative de Mme Van-Lare est reprise comme suit :

10-1-69 — attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon — A.C. 1 an

10-1-71 — attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon (ancienneté épuisée)

10-1-73 — attaché d'administration de 2^e classe 3^e échelon.

Arrêté n° 237-MFP du 1-3-73 — Les infirmiers d'Etat de 2^e classe 2^e échelon stagiaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique ci-après désignés, qui ont terminé l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} mars 1972 (ancienneté conservée : 1 an) :

Aboubakar Inoussa

Kindé, née Amegnignou Florence.

Arrêté n° 238-MFP du 1-3-73 — Les attachés d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'administration générale ci-après désignés, qui ont

accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 10 août 1972 — A.C. 1 an :

Keke Rosemonde

Segbor Innocente.

Arrêté n° 239/MFP du 1-3-73 — M. Gbedema Kwasi Roger, attaché d'administration de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} décembre 1972 — AC : 1 an.

Arrêté n° 240/MFP du 1-3-73 — Les infirmiers d'Etat de 2^e classe 2^e échelon stagiaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique ci-après désignés, qui ont terminé l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} octobre 1971 et conservent chacun une ancienneté de un an :

Idrissou Alassani

Gbengbertane Kolambik

Tsevi Y. Michel

Teko Christian

Alassani Tchédre

Kumenu Lydia

Tchamba Koussougou

Agbodo C. Wenceslas Michel

Amana Théophile

Mienso Joachim

Ouro-Djeri Soulé

Tsogbale Kossi Lucien

Yawo Kokou René

Atsou Mama Jérôme

Missiamy Confort Esther

Les intéressés sont élevés au 3^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} octobre 1972 (ancienneté épuisée).

Issifou Mensah Albert

Sambli Koffi

Teko Kouessan Pierre

Badjona Ayaovi Claudine

Togbetse Pius

N'Da'ou Vincent

Kutene A. Afoua Hope

Abosi Alice

Nadjo Nana Yaya

Lawson Latévi Léonard

Tovi Agbantodji Sébastien

Ouegnimaoua Clotilde

Mama Misbahou

Agbonée Adogbo A. Justine

Esso Taïrou.

Arrêté n° 241-MFP du 1-3-73 — Les sages-femmes de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique ci-après désignées, qui ont terminé l'année réglementaire de stage, sont titularisées dans leur emploi dans les conditions suivantes, et conservent chacune une ancienneté de un an :

pour compter du 1^{er} août 1970

Semanou, née Trénou Lucie Simon

Akakpo Dédé Léocadie (en religion Sœur Paul Agnès)

pour compter du 1^{er} août 1971

Ouagbé Sylvana, née Ajavon

Lawson Mabel

Sant'Anna Ayilé Justine, née Attivih

Aboudou Clémentine, née Amelete

Ekué Cécilia

Kouanvivi T. An'oinette, née Tocou

Kodjo Berthe

Agbévé Rose.

Les intéressées sont élevées au 2^e échelon de leur grade pour compter des dates ci-après (ancienneté épuisée)

pour compter du 1^{er} août 1971

Semanou, née Trénou Lucie Simon

Akakpo Dédé Léocadie (en religion Sœur Paul Agnès)

pour compter du 1^{er} août 1972

Ouagbé Sylvana, née Ajavon

Lawson Mabel

San'Anna Ayélé Justine, née Aktivih
Aboudou Clémentine, née Amelete
Ekué Cécilia
Kouanviih T. Antoinette, née Tocou
Kodjo Berthe.
Agbévé Rose.

Arrêté n° 242-MFP du 1-3-73 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 509-MFP du 4 août 1972 portant titularisation et avancement automatique d'échelon.

M. Mensah Gbessinou Benoît, ingénieur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi à compter du 21 mai 1971 — AC : un an.

M. Mensah est élevé au 2^e échelon de son grade à compter du 21 mai 1972 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 243-MFP du 1-3-73 — Les assistants d'hygiène d'Etat de 2^e classe 2^e échelon stagiaires du corps du personnel médical et technique de la santé publique ci-après désignés, qui ont terminé l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} octobre 1971 et conservent chacun une ancienneté de un an :

Tété Victor	Eleou Yorou Clément
Moumouni Soulémane	Kueviaké Isidore.

Les intéressés sont élevés au 3^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} octobre 1972 (ancienneté épuisée).

Décision n° 296-MFP du 27-2-73 — M. Dagadou Christian Francis, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 15 novembre 1972 (bonification épuisée).

Décision n° 319-MFP du 5-3-73 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Aklan A. Mathieu, agent d'assistance de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'administration des impôts, la décision n° 1337-MFP du 19 octobre 1972 constatant passage automatique d'échelon.

Régularisation de situation administrative

Arrêté n° 227/MFP du 23-2-73 — La situation administrative de M. Agbo Ahouélé Paul, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique est révisée ainsi qu'il suit :

- I-5-72 — agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon + 1 an 4 mois ancienneté conservée
- I-2-73 — agent technique de 2^e classe 2^e échelon + 3 ans 1 mois ancienneté conservée
- I-2-73 — agent technique de 2^e classe 3^e échelon + 1 an 1 mois ancienneté conservée.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 246/MFP du 2-3-73 — Une bonification d'ancienneté de 4 ans et 2 mois est accordée à M. Daouda Mérihah Amadou, moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service à Guérin-Kouka (Bassari) en application des dispositions de l'article 31 du décret

n° 69-113 du 28 mai 1969 (service de l'enseignement officiel du Niger du 1^{er} octobre 1965 au 31 décembre 1971).

La situation administrative de M. Daouda est reprise comme suit :

- I-1-73 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 7 mois 6 jours A.C. et 4 ans 2 mois de bonification
- I-1-73 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 2 ans 9 mois 6 jours de bonification
- I-1-73 — moniteur de 3^e classe 3^e échelon + 9 mois 6 jours de bonification.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 244/MFP du 1-1-73 — La situation administrative des instituteurs-adjoints ci-après désignés est régularisée comme suit au point de vue exclusif de l'ancienneté :

Boutora Takpa Etienne

- I-10-57 — moniteur adjoint 3^e échelon
- I-1-58 — instituteur-adjoint stagiaire
- I-1-59 — instituteur-adjoint de 6^e classe
- I-1-60 — instituteur-adjoint de 5^e classe
- I-1-62 — instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon + 2 ans A.C.
- I-1-62 — instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon (ancienneté épuisée)
- I-1-64 — instituteur-adjoints de 3^e classe 4^e échelon
- I-1-66 — instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon
- I-1-68 — instituteur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon
- I-1-70 — instituteur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon.

Agbodjan Joseph et Ekou Eugène

- I-1-57 — instituteurs-adjoints stagiaires
- I-1-58 — instituteurs-adjoints de 6^e classe
- I-1-59 — instituteurs adjoints de 5^e classe
- I-1-61 — instituteurs adjoints de 4^e classe
- I-1-62 — instituteurs-adjoints de 3^e classe 3^e échelon + 1 an A.C.
- I-1-63 — instituteurs-adjoints de 3^e classe 4^e échelon (ancienneté épuisée)
- I-1-65 — instituteurs-adjoints de 2^e classe 1^{er} échelon
- I-1-67 — instituteurs-adjoints de 2^e classe 2^e échelon
- I-1-69 — instituteurs-adjoints de 2^e classe 3^e échelon
- I-1-71 — instituteurs-adjoints de 1^{re} classe 1^{er} échelon.

Doussevi Paul

- I-1-56 — instituteur adjoint stagiaire
- I-1-57 — instituteur-adjoint de 6^e classe
- I-1-58 — instituteur-adjoint de 5^e classe
- I-1-60 — instituteur-adjoint de 4^e classe
- I-1-62 — instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans A.C.
- I-1-62 — instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (ancienneté épuisée)
- I-1-64 — instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon
- I-1-66 — instituteur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon
- I-1-68 — instituteur-adjoint de 2^e classe 3^e échelon
- I-1-70 — instituteur-adjoint de 1^{re} classe 1^{er} échelon
- I-1-72 — instituteur-adjoint de 1^{re} classe 2^e échelon.

Engagement

Décision n° 256/MFP du 21-2-73 — MM. Bolouvi William (licence + diplôme d'études supérieures en sciences économiques) et Tordjo Alfred (licence + diplôme d'études supérieures en droit privé), sont engagés en qualité d'assistants au salaire mensuel de soixante cinq mille cent trente neuf (65.139) francs

et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26 — article 9 — paragraphe 6 du budget général).

La présente décision a effet pour compter du 23 octobre 1972.

Changement de corps

Arrêté n° 248/MFP du 5-3-73 — M. Nimon-Toki Gabriel, instituteur-adjoint de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 750), est rayé du corps des fonctionnaires de l'enseignement et intégré dans celui des fonctionnaires de l'administration générale au grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} mars 1973 — AC : 4 mois 6 jours.

Classement

Décision n° 262/MFP du 23-2-73 — M. Agboyibo Koffi Jean, agent d'administration au salaire mensuel de vingt sept mille cinq cents (27.500) francs, est classé à la 6^e catégorie échelle D des agents permanents pour compter du 3 janvier 1972.

La présente décision a effet au point de vue salaire pour compter de la date de sa signature.

Cessation de fonctions

Décision n° 297/MFP du 28-2-73 — Est constatée pour compter du 1^{er} janvier 1973, la cessation de fonctions des instituteurs et instituteurs-adjoints stagiaires ci-dessous désignés, appartenant au corps de l'enseignement admis à l'école normale supérieure d'Atakpamé.

instituteurs de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires

Adela Winfried	Agbemenya Colette
Hodonou, née Amegan Joseph	Amenyitor K. David
Ba'ana Wato Mathieu	Evoda K. Etienne
Djossou Théodore	Batanta Alexandre
Taba Kokou André	Sikpa M. Georges
Wozufia Josué	Teko K. Michel
Madjaliwa Syvestre	Alley Antoine
Agbedisse Amavi Prosper	Ekué Toussaint.
Akouéé Afoutou Georges	

instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires

Bafei André	Klagbe Gabriel
Kilimtetou Boukari	Barnabo Nambibé
Kpossy Frédéric	Derman Armand
Mensah Richard Octave	Dago Ema Romain
Akpagnonite Raymond	Palanga Georges
Lambony Djigbani Léonard	Johnson Janine.
Gnandi Koffi	

Suspension de fonctions

Arrêté n° 226/MFP du 21-2-73 — M. Laclé Séwa Adolphe, médecin ordinaire 3^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est suspendu de ses fonctions du 22 février au 24 avril 1973 pour faute grave en service.

Pendant la durée de la suspension, M. Laclé n'aura droit à aucun traitement à l'exception des allocations familiales.

Arrêté n° 254/MFP du 5-3-73 — Est rapporté l'arrêté n° 122/MFP du 23 février 1972 constatant incarcération de M. Aklan A. Mathieu, agent d'assiette en service à Lomé.

M. Aklan A. Mathieu, agent d'assiette de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'administration des impôts, en service à Lomé, en instance de comparution devant le conseil de discipline, est suspendu de ses fonctions.

Pendant la suspension, l'intéressé n'aura droit qu'à la moitié de sa solde majorée des allocations à caractère familial.

Le présent arrêté a effet pour compter du 18 janvier 1973.

Démission

Décision n° 298-MFP du 1-3-73 — Est acceptée pour compter du 1^{er} mai 1973, la démission de son emploi offerte par M. Nabede Pala Joseph, agent décisionnaire en fonction au service des pêches à Lomé.

Un congé payé de soixante (60) jours valable du 2 mars au 30 avril 1973 est accordé à l'intéressé.

Retraite

Arrêté n° 255-MFP du 5-3-73 — Les fonctionnaires dont les noms suivent, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} avril 1973 :

Enseignement

Siti Jérémie, instituteur principal de C.E.

Travaux Publics

Gnofam Garba Gabriel, contremaître principal de C.E.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 21 février 1973 à l'arrêté n° 88-MFP du 24 janvier 1973 portant nomination.

Au lieu de :

Mensah Gbessinou Benoît, architecte diplômé de l'institut du bâtiment et d'architecture de Kiev (URSS), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines et transports (chapitre 18, article 6 du budget général).

Lire :

Mensah Gbessinou Benoît, architecte diplômé de l'institut du bâtiment et d'architecture de Kiev (U.R.S.S.), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie A1 — indice 1300) à compter du 21 mai 1970 et mis à la disposition du ministre des travaux publics mines et transports (chapitre 18, article 6 du budget général).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 28 février 1973 à l'arrêté n° 841-MFP du 6 décembre 1972 portant admission à la retraite.

Les fonctionnaires ci-après désignés, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1973 :

Au lieu de :

Agriculture

Lawson Latékoué Patience, adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon

Lire :

Conditionnement des produits

Lawson Latékoué Patience, adjoint technique de 1^{re} classe 2^e échelon

Le reste sans changement.

RECTIFICATION du 28 mars 1973 à l'arrêté n° 876-MFP du 19 décembre 1972 portant détachement auprès de la caisse nationale de crédit agricole de Mme Kponion Benhe, agent technique de 2^e classe 4^e échelon de la statistique générale.

Au lieu de :

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} décembre 1970.

Lire :

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} janvier 1973.
Le reste sans changement.

RECTIFICATION du 1^{er} mars 1973 à l'arrêté n° 511/MFP du 4 août 1972 portant titularisation et avancement automatique d'échelon.

Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-après désignés, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (session de l'année 1970), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1971 — AC : 1 an :

Après :

Taoemann Georges

Au lieu de :

Tchamsy A. Paul

Lire :

Titota A. Paul

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 1^{er} mars 1973 à l'arrêté n° 727-MFP du 13 octobre 1972 portant nomination.

Les candidats dont les noms suivent, sont admis dans les conditions suivantes dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général) :

Après :

Agbogui Kokou Irénée

Au lieu de :

Klousseh A. Florence

Lire :

Klousseh A. Florence : institutrice-adjointe de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5 mars 1973 à l'arrêté n° 352/MFP du 19 mai 1972 portant intégration.

Au lieu de :

M. Ayité Bernard, instituteur de 1^{re} classe 3^e échelon (indice 1350), titulaire du certificat de fin d'études préparatoires à l'inspection primaire de l'école normale supérieure de saint-Cloud (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure du corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'inspecteur de l'enseignement primaire de 3^e classe 4^e échelon (catégorie A2-indice 1400 pour compter du 1^{er} janvier 1971 — AC 2 ans.

Lire :

M. Ayité Bernard, instituteur principal 1^{er} échelon (indice 1450), titulaire du certificat de fin d'études préparatoires à l'inspection primaire de l'école normale supérieure de Saint-Cloud (France), est intégré dans la hiérarchie supérieure du corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'inspecteur de l'enseignement primaire de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1500) pour compter du 1^{er} janvier 1971 (ancienneté conservée : néant).

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5 mars 1973 à l'arrêté n° 841-MFP du 6 décembre 1972 en ce qui concerne M. Sambiani Konkadja.

Au lieu de :

Les fonctionnaires ci-après désignés, atteints par la limite d'âge sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1^{er} janvier 1973 :

Administration générale

Au lieu de :

Sambiani Konkadji, adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon

Lire :

Sambiani Konkadja, adjoint administratif principal de CE
Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 5 mars 1973 à l'arrêté n° 88/MFP du 24 janvier 1973 portant nomination de M. Mensab Gbésimou Benoît.

Au lieu de :

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Lire :

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 21 mai 1970 et au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Le reste sans changement.

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Aides et secours scolaires

Arrêté n° 30/PR/MEN du 26-2-73 — Une aide scolaire de 100.000 cfa (cent mille cfa) soit 2.000 FF (deux mille francs français) est accordée en France pour l'année scolaire 1972-1973 à Mme Djapie Rita, étudiante à l'institut universitaire de technologie (carrières sociales), 7 place Hoche-Rennes, pour lui permettre de poursuivre ses études.

Le montant de cette aide scolaire sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au nom de l'agent comptable de l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris CCP Paris 9061-41 pour l'étudiante intéressée.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 44, article 2.

Arrêté n° 31/PR/MEN du 26-2-73 — Un secours scolaire de 100.000 cfa (cent mille cfa) est accordé pour l'année scolaire 1972-1973 à M. Kodjo Samuel, étudiant togolais en Allemagne Fédérale pour servir de contribution du Togo aux frais d'impression de sa thèse d'agrégation en sciences économiques.

Le montant de ce secours sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au nom de l'agent comptable de l'ambassade du Togo en République Fédérale d'Allemagne pour l'intéressé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 44, article 3.

Arrêté n° 32/PR/MEN du 26-2-73 — Un secours scolaire de 100.000 cfa (cent mille cfa) est accordé pour l'année scolaire 1972-1973 à M. Ali Napo Pierre, étudiant à l'université Paris I Sorbonne pour lui permettre de poursuivre ses travaux de recherches.

Le montant de ce secours sera mandaté par bon de caisse par les soins du service des finances du Togo au nom de l'intéressé à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 44, article 3.

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INTERIEUR

Rectificatif

RECTIFICATION du 5 mars 1973 à l'arrêté interministériel n° 1/INT/MFE du 8 mars 1972 autorisant l'ouverture d'un casino.

Au lieu de :

MM. Vasquez senior et junior, domiciliés à Lomé, Hôtel « Le Bénin » reçoivent l'autorisation de tenir une maison de jeux de hasard dans les locaux spécialement réservés et aménagés à cet effet à l'Hôtel « Le Bénin ».

Ils seront tenus de se conformer pour tout ce qui concerne ladite maison de jeux appelée « Casino Africa », d'une part, aux prescriptions de la loi du 26 août 1961 modifiée par l'ordonnance du 13 juillet 1970 et de la réglementation en

vigueur sur les jeux de hasard et d'autre part aux clauses d'un cahier des charges qu'ils devront soumettre à l'agrément conjoint des ministres de l'Intérieur et des Finances.

Lire :

MM. Joseph Gabriel Vasquez senior et junior, hommes d'affaires américains, demeurant à Lomé BP 1296, sont autorisés à tenir une maison de jeux de hasard dans les locaux spécialement réservés et aménagés à cet effet dans l'enceinte de l'hôtel Tropicana.

Ils seront tenus de se conformer pour tout ce qui concerne ladite maison de jeux appelée « Casino Africa », d'une part, aux prescriptions :

a) de la loi du 26 août 1961 modifiée par l'ordonnance du 13 juillet 1970 ;

b) de l'arrêté n° 424/MFE/INT du 13 décembre 1972 portant suspension des autorisations d'exploiter des machines à sous ;

c) de la réglementation en vigueur au Togo sur les jeux de hasard et d'autre part, aux clauses d'un cahier des charges qu'ils devront soumettre à l'agrément conjoint du ministre de l'Intérieur et du ministre des finances et de l'économie.

Les autres articles de l'arrêté n° 1-INT-MFE du 8 mai 1972 susvisé demeurent sans changement.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Allocations scolaires

Décision n° 192-MF-MEN du 28-2-73 — Une allocation scolaire de 525.000 cfa (cinq cent vingt cinq mille cfa) est accordée à 7 élèves boursiers du Togo à l'école des assistants d'élève de Bamako et à l'institut polytechnique rural de Katibougou pour la période du 1^{er} avril 1973 au 30 juin 1973 (soit 3 mois) suivant détail ci-après :

25.000 par élève boursier et par mois	
Aklobessi Kouassi Simon	25.000 X 3 = 75.000
Att'ogbe Aboudou Macaire	25.000 X 3 = 75.000
Dekpo K. Pascal	25.000 X 3 = 75.000
Tanta Frédéric	25.000 X 3 = 75.000
Avegan Komlan Simon	25.000 X 3 = 75.000
Kouzan K. Samuel	25.000 X 3 = 75.000
Kulo Louis,	25.000 X 3 = 75.000
Total	= 525.000

Le montant total de ces allocations scolaires sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au nom des élèves intéressés et leur sera payé par la paierie de l'ambassade de France à Bamako (République du Mali).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 43, article 5, paragraphe 1.

Décision n° 193-MF-MEN du 28/2/73 — Une allocation scolaire de 4.860.000 cfa (quatre millions huit cent soixante mille cfa) est accordée aux étudiants boursiers du Togo à l'Université de Dakar pour servir de paiement de 4 mois d'allocations scolaires (avril — juillet 1973) suivant détail ci-après :

Allocation brute : 22.500 par mois et par étudiant

Adododji Kossi Daniel	22.500 x 4 = 90.000
Afan Somangnan Alphonse	22.500 x 4 = 90.000
Akakpo Maxwell Louis	22.500 x 4 = 90.000
Aniglo Ferdinand	22.500 x 4 = 90.000
Azianble Kouakou Eloi	22.500 x 4 = 90.000
Bidamon Siou Jérôme	22.500 x 4 = 90.000
Dessah Abokitsè Aubert	22.500 x 4 = 90.000
Djoffon Opportune Rolande	22.500 x 4 = 90.000
Hainga Abongo Clément	22.500 x 4 = 90.000
Kengbo Kpadé Aloysius	22.500 x 4 = 90.000
Quenum Akossiwa Vasthie	22.500 x 4 = 90.000
Tekou Afandalo Hubert	22.500 x 4 = 90.000
Toffa Koffi Roger	22.500 x 4 = 90.000
Tozim Charles	22.500 x 4 = 90.000
Agounke Worou Joseph	22.500 x 4 = 90.000
Tidjani Abdoulamidi	22.500 x 4 = 90.000
Assogba Kouassi Michel	22.500 x 4 = 90.000
Johnson Arlette Gine'te	22.500 x 4 = 90.000
Lawson Adodo Charles	22.500 x 4 = 90.000
Creppy Francine	22.500 x 4 = 90.000
Soulemama Sahibou	22.500 x 4 = 90.000
Dadji François	22.500 x 4 = 90.000
Batchassi Essosolem	22.500 x 4 = 90.000
Akué Adoté Bernard	22.500 x 4 = 90.000
Djimédo Komlan Bernard	22.500 x 4 = 90.000
Laison Emmanuel Gloire	22.500 x 4 = 90.000
Djibirine Alassani Abdoulaye	22.500 x 4 = 90.000
Kassinkogno Yao Philippe	22.500 x 4 = 90.000
Kolani Saneman Pierre	22.500 x 4 = 90.000
Johnson Amos	22.500 x 4 = 90.000
Tignokpa Kouassi Martin	22.500 x 4 = 90.000
Kekeh Heart Roger	22.500 x 4 = 90.000
Fioklou Messan Francis	22.500 x 4 = 90.000
Kidifema Yao Mathurin	22.500 x 4 = 90.000
Assih Rémy	22.500 x 4 = 90.000
Gnarou Peydro Anatole	22.500 x 4 = 90.000
Akoda Kodjo Paul	22.500 x 4 = 90.000
Tchamdja Pierre	22.500 x 4 = 90.000
Galokpo Aubert Philippe	22.500 x 4 = 90.000
Adomefa Kossi Jean	22.500 x 4 = 90.000
Gnofame Kokou Michel	22.500 x 4 = 90.000
Nikabou Morou Christian	22.500 x 4 = 90.000
Kodjo Noël	22.500 x 4 = 90.000
Bandeira Lydie Angèle	22.500 x 4 = 90.000
Kwaku Gilbert	22.500 x 4 = 90.000
D'Almeida Odile	22.500 x 4 = 90.000
Malm Georges	22.500 x 4 = 90.000
de Medeiros Adolphe	22.500 x 4 = 90.000
Rinklif Charles-Gustave	22.500 x 4 = 90.000
Agbodjan Lakoélé Agathe	22.500 x 4 = 90.000
Akouété Kossi-Kouma Cyprien	22.500 x 4 = 90.000
Kuegah Jeanne Cun'gonde	22.500 x 4 = 90.000
Beguemi Toi Sylvain	22.500 x 4 = 90.000
Lawson Messan Frédéric	22.500 x 4 = 90.000

Total = 4.860.000

Le montant de cette allocation soit 4.860.000 cfa (quatre millions huit cent soixante mille cfa) sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au nom des étudiants intéressés et leur sera payé par la paierie de l'ambassade de France à Dakar (République du Sénégal).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 43, article 1, paragraphe 5.

Décision n° 194/MF-MEN du 28/2/73 — Une allocation scolaire de 41.256.000 cfa (quarante-et-un millions deux cent cinquante-six mille cfa) soit 825.120 FF (huit cent vingt cinq mille cent vingt francs français) est accordée à l'Office de coopération et d'accueil Universitaire à Paris pour servir de paiement des allocations de 164 étudiants bénéficiaires des bourses togolaises d'études en France pour la période d'avril 1973 à septembre 1973 soit 6 mois suivant détail ci-après :

Bourse catégorie D = 143 (25.000 cfa par étudiant et par mois)

Bourse catégorie E = 21 (42.000 cfa par étudiant et par mois)

164 bourses	
Allocations brutes : 25.000 x 6 x 164	= 24.600.000
Prestations tarifées à 40% :	
24.600.000 x 40	= 9.840.000
100	
Total	= 34.440.000
Frais fonctionnement office à 5%	
34.440.000 x 5	= 1.722.000
100	
Supplément au profit des étudiants	
bénéficiaires des bourses catégorie E	
17.000 x 6 x 21	= 2.142.000
Prime ou indemnité de vacances	
18.000 x 164	= 2.952.000
Total	= 41.256.000

Le montant de cette allocation soit 41.256.000 cfa (quarante-et-un millions deux cent cinquante six mille cfa) sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'agent comptable de l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris ccp Paris 9061-41.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 43, article 1, paragraphe 6.

Décision n° 195/MF-MEN du 28-2-73 — Une allocation scolaire de 750.000 cfa (sept cent cinquante mille cfa) est accordée aux élèves boursiers du Togo à l'école des ingénieurs et à l'école centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration de Bamako pour la période du 1^{er} avril 1973 au 30 juin 1973 (soit 3 mois) suivant détail ci-après :

25.000 par élève et par mois.

école nationale des ingénieurs :

Badjo Yao Paul	25.000 x 3 = 75.000 CFA
Edorh Grégoire	25.000 x 3 = 75.000 CFA
Daoudou Amadou	25.000 x 3 = 75.000 CFA

école centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration :

Sossah Aimé Gérard	25.000 x 3 = 75.000 CFA
Nassoma Abdoulaye	25.000 x 3 = 75.000 CFA
Agba Cyrille	25.000 x 3 = 75.000 CFA
Amadou Nasser	25.000 x 3 = 75.000 CFA
Amana Evariste	25.000 x 3 = 75.000 CFA
Amegnignon Godfroy	25.000 x 3 = 75.000 CFA
Karim Issa	25.000 x 3 = 75.000 CFA
Total	= 750.000 CFA

Le montant de ces allocations sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au nom des élèves intéressés et leur sera payé par la paierie de l'ambassade de France à Bamako (République du Mali).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 43, article 4.

Décision n° 196 MF-MEN du 28-2-73 — Une allocation scolaire de 396.000 cfa (trois cent quatre-vingt seize mille cfa) est accordée à l'institut national des sports à Abidjan pour (nourriture, habillement, fournitures scolaires et dépenses diverses) de onze élèves boursiers du Togo pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 1973 soit 3 mois suivant détail ci-après :

12.000 x 11 = 396.000 CFA

Le montant de cette dépense sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au profit de l'économe de l'institut national de la jeunesse et des sports CCP n° 288-85 Abidjan (République de Côte d'Ivoire).

La différence de l'allocation prévue soit 429.000 cfa (quatre cent vingt neuf mille CFA) sera mandatée au nom des élèves boursiers du Togo à l'institut national des sports d'Abidjan et sera payée par la paierie de l'ambassade de France à Abidjan aux élèves dont les noms suivent d'après détail ci-dessous :

Bonfoh Bassabi Abass (25.000 — 12.000 X 3 = 39.000 CFA)
 Dinkpenli Tindadja Jérôme (25.000 — 12.000 x 3 = 39.000 CFA)
 Ekoué Ayélévi Nathalie (25.000 — 12.000 X 3 = 39.000 CFA)
 Kuma Kodjovi Frédéric (25.000 — 12.000 X 3 = 39.000 CFA)
 Moumouni I. Mashoudou (25.000 — 12.000 x 3 = 39.000 CFA)
 Wiyao Tchao Bonaventure (25.000 — 12.000 X 3 = 39.000 cfa)
 Agbodjoe B. Conforte (25.000 — 12.000 X 3 = 39.000 CFA)
 Ahoye Aquéréburu René (25.000 — 12.000 X 3 = 39.000 CFA)
 Atsu K. Séverin (25.000 — 12.000 X 3 = 39.000 CFA)
 Gomina Lantame (25.000 — 12.000 X 3 = 39.000 CFA)
 Issifou Fousséni (25.000 — 12.000 X 3 = 39.000 CFA)

Total = 429.000 CFA

Une autre allocation scolaire de 300.000 CFA (trois cent mille CFA) sera mandatée au nom des 4 élèves externes, boursiers du Togo au même institut et sera payée par la paierie de l'ambassade de France à Abidjan à ces élèves suivant détail ci-après :

Ameganvi Comlan Michel 25.000 x 3 = 75.000 CFA
 Dermame Abiba Justine 25.000 x 3 = 75.000 CFA
 Segbor Afiwavi Ellen 25.000 x 3 = 75.000 CFA
 Titikpina Abdoulaye Hawa 25.000 x 3 = 75.000 CFA

Total = 300.000 CFA

Le montant total de ces dépenses soit 1.125.000 CFA (un million cent vingt-cinq mille CFA) est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 43, article 9.

Décision n° 197-MF-MEN du 28/2/73 — Une allocation scolaire de 21.420.000 cfa (vingt et un millions quatre cent vingt mille cfa) est accordée à l'université du Bénin à Lomé pour servir de paiement des allocations des étudiants boursiers du Togo pour la période d'avril 1973 à juillet 1973 (soit 4 mois) suivant détail ci-après :

15.000 cfa par étudiant et par mois : 357 boursiers

Allocations brutes : 15.000 x 4 x 357 = 21.420.000 cfa.

Le montant de cette allocation sera mandaté et versé par les soins du service des finances du Togo au compte courant n° 119 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur en vue du paiement des allocations aux étudiants intéressés.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 43, article 1, paragraphe 4.

Rôles

Arrêté n° 126-MFE-AI du 7-3-73 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1973 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

6 Lomé T.V.L.	739.925	
T.V.	536.026	1.275.951
7 Lomé T. V. L.	339.718	
T.V.	308.742	648.460
8 Lomé T.V.L.	821.428	
T.V.	587.180	1.408.608
9 Lomé T.V.L.	661.174	
T.V.	489.682	1.150.856
10 Lomé T.V.L.	357.121	
T.V.	188.897	546.018
		5.029.893
		5.029.893

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de cinq millions vingt neuf mille huit cent quatre vingt treize francs est fixée au 28 février 1973.

Arrêté n° 127-MFE-AI du 7/3/73 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1973 ci-après :

BUDGET GENERAL

11 Lomé B. I. C.	43.750	
I. G. R.	437.400	481.150
		481.150

BUDGET COMMUNAL

Commune de Lomé

11	Taxe civique	180.000	
12	Patentes	178.066	
	ca/patentes	18.113	196.179
13	Patentes	186.666	
	ca/patentes	37.333	223.999
			600.178
			1.081.328

Arrêté n° 128-MFE-AI du 7/3/73 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1972 ci-après :

BUDGET GENERAL

238 Lomé Taxe progressive	55.376.469
Taxe prog. (C.F.)	28.641.493
	<u>84.017.962</u>

BUDGET COMMUNAL

238 Lomé Taxe civique	1.605.685	
		85.623.647
		<u>85.623.647</u>

Arrêté n° 129-MFE-AI du 7-3-73 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1972 ci-après :

BUDGET GENERAL

239 Tsévié Taxe progressive	18.371	
Vogan Taxe progressive	180	
Tabligbo Taxe progressive	3.935	
		22.486
240 Palimé Taxe progressive	38.438	
Nuatja Taxe progressive	3.540	
Atakpamé Taxe progres.	179.425	
Akposso Taxe progressive	9.580	
		230.983
241 Sotouboua Taxe Progres.	22.130	
Sokodé Taxe progres.	171.332	
Bafilo Taxe progressive	2.760	
Bassari Taxe progressive	6.030	
Lama-Kara Taxe progres.	49.050	
Niamtougou Taxe progres.	3.490	
Kandé Taxe progressive	8.480	
Pagouda Taxe progressive	3.475	
Mango Taxe progressive	39.165	
Dapango Taxe progressive	34.586	
		340.498
		<u>593.967</u>
		<u>593.967</u>

Arrêté n° 130-MFE-AI du 7-3-73 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1972 ci-après :

BUDGET GENERAL

242 Bassari I. G. R.	10.810	
243 Bafilo I. G. R.	8.860	
Patentes	31.400	
		40.260
244 Kandé I. G. R.	5.620	
Patentes	22.320	
		27.940
245 Mango I. G. R.	18.600	
Patentes	76.140	
		94.740
		<u>173.750</u>

BUDGET COMMUNAL

242 Bassari Patentes	54.020	
Ca/patentes	8.304	
		62.324
		<u>62.324</u>
		<u>236.074</u>

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

AVIS D'APPEL D'OFFRES

I — ROUTE TCHITCHAO — AERODROME LAMA-KARA
AMENAGEMENT — ELARGISSEMENT — BITUMAGE
PARKINGS

II — RUES DE LAMA-KARA : AMENAGEMENT-BITUMAGE

Objet : Le présent appel d'offres est divisé en 2 lots A et B.

Le lot A a pour objet l'aménagement de la bretelle routière existante Tchitchao-Aérodrome de Lama-Kara et des parkings à créer devant l'aérodrome, ainsi que l'assainissement du taxi-way.

L'origine de la bretelle routière se situe au village de Tchitchao (profil 278 du projet de la route Lama-Kara-Kandé) et l'ex-réduit devant l'aérodrome. La route à aménager a une longueur de 8.874 m.

Le lot B a pour objet l'aménagement et le bitumage sur environ 15 km des rues de Lama-Kara.

Il est toutefois précisé que, au titre du présent appel d'offres, le lot B est conditionnel.

En effet, le dossier d'exécution pour le lot B étant en cours d'établissement, il est envisagé de confier ultérieurement, à l'attributaire du lot A, les travaux du lot B. Dans cette éventualité, le présent dossier d'appel d'offres comprend également un bordereau des prix relatif aux travaux de ce lot ainsi qu'un devis estimatif et un devis technique *sommaires*.

Les Entrepreneurs devront obligatoirement soumissionner séparément pour les deux lots A et B.

DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux est fixé :

— pour le lot A : à quatre (4) mois à compter de l'ordre de service prescrivant le début des travaux.

— pour le lot B : à 10 mois a/c de l'ordre de service prescrivant le début des travaux.

Si les lots A et B sont adjugés en même temps, l'ensemble des travaux doit être totalement terminé dans un délai de 12 mois à compter de leur commencement.

PARTICIPATION

La participation à la concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissantes du Togo, inscrites au registre du commerce de Lomé.

ENVOI DES SOUMISSIONS

Les soumissions devront parvenir par pli recommandé adressé à monsieur le président de la Commission Consultative présidence de la République à Lomé (Togo), au plus tard le 25 avril 1973 à 11 heures locales.

Les offres pourront également être remises contre récépissé à Monsieur le Président de la Commission Consultative des Marchés dans les mêmes délais.

Dans le cas où la soumission est envoyée par pli recommandé, le soumissionnaire est tenu d'informer Monsieur le Pré-

dent de la Commission Consultative des Marchés à Lomé, par voie télégraphique, de la référence de l'envoi (date et numéro).

L'ouverture des plis aura lieu à Lomé le 25 avril 1973 à 15 heures locales, en séance non publique tenue dans la salle de réunion de la Commission Consultative des Marchés au Palais de la Présidence (ancien Ministère de l'intérieur).

ACHAT ET CONSULTATION DES DOSSIERS

Le dossier d'appel d'offres peut :

— être retiré à l'arrondissement Routes de la Direction des Travaux Publics, contre la remise d'un chèque de 10.000 f. cfa émis au nom du trésorier-payeur du Togo (Compte 103-07)

— être consulté à l'Arrondissement Routes de la Direction des Travaux Publics.

Lomé, le 30 mars 1973

Le Directeur des Travaux Publics,

B. DAGADZI

Avis de perte de titre foncier

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte de Copie du Titre Foncier N° 644 du Cercle de Lomé, appartenant à la dame Elisabeth Adjoa Seddoh.

Pour Première Insertion

NECROLOGIE

Le ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique a le regret de faire part du décès de Mme Ahianor Marthe (née Labah), sage-femme de 2^e classe 3^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique survenu au centre hospitalier universitaire le 10 février 1973.

RECEIVED
JAN 10 1961